

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006353]

16 MEI 2024. — Decreet van de Franse Gemeenschap houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2024 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de specifieke behoeften van het verplicht onderwijs en de kinderopvang in Brussel (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2024 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de specifieke behoeften van het verplicht onderwijs en de kinderopvang in Brussel.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord wordt gevoegd bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 698-1 – Commissieverslag, nr. 698-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 698-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 25 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/006352]

16 MAI 2024. — Décret relatif au financement des bâtiments scolaires (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné*

Article 1^{er}. Dans le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 14 décembre 2022, il est inséré un Chapitre IIIbis intitulé « CHAPITRE IIIbis – Des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné ».

Art. 2. Dans le même décret, dans le Chapitre IIIbis, inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un article 8/3 rédigé comme suit :

« Article 8/3. – § 1^{er}. Le fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions.

§ 2. Le fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné est alimenté par les ressources suivantes :

1° une dotation annuelle de 47.207.483 EUR à charge du budget des dépenses de la Communauté française ;

2° les recettes généralement quelconques en relation avec les dossiers de subventionnement de bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné ;

3° toute dotation exceptionnelle arrêtée par le Gouvernement.

§ 3. Le montant visé au § 2, 1°, est adapté à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2019.

Ce montant est revu tous les 5 ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, et ce, sur base de l'évolution du poids scolaire en matière d'infrastructure de chacun des réseaux, par rapport aux autres réseaux, au cours de la même période.

§ 4. Les ressources visées au § 2 sont réparties entre le réseau libre subventionné confessionnel pour 92,12 pour cent et le réseau libre non confessionnel pour 7,88 pour cent.

Cette répartition est revue tous les 5 ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, et ce, sur base de l'évolution du poids scolaire en matière d'infrastructure de chacun des réseaux au cours de la même période. ».

Art. 3. Dans le même décret, dans le Chapitre IIIbis inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un article 8/4 rédigé comme suit :

« Article 8/4. – § 1^{er}. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné a pour objet de subventionner les pouvoirs organisateurs selon les modalités prévues au Chapitre IIIter.

Sur proposition de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée, le fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné peut également prendre en charge les subventions intérêts liées aux emprunts garantis, dans le cas d'une augmentation annuelle du montant maximum d'emprunts garantis tel que prévu par l'article 9, § 7. ».

CHAPITRE II. — *Modalités de mobilisation des ressources prévues aux Chapitres III et IIIbis* du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré un Chapitre IIIter intitulé « CHAPITRE IIIter. – Modalités de mobilisation des ressources prévues aux Chapitres III et IIIbis ».

Art. 5. Dans le même décret, dans le Chapitre IIIter, inséré par l'article 4, il est inséré une Section I intitulé comme suit :

« Section I – Dispositions générales ».

Art. 6. Dans le même décret, dans la Section 1, insérée par l'article 5, il est inséré un article 8/5 rédigé comme suit :

« Article 8/5. Pour l'application du présent Chapitre, on entend par :

1° plateforme électronique : la plateforme via laquelle les dossiers sont déposés par les candidats ;

2° le Gouvernement : Le Gouvernement de la Communauté française ;

3° candidat : tout pouvoir organisateur de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors universités, de l'enseignement supérieur de promotion sociale, des centres psycho-médico-sociaux, des internats ou des homes d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, subventionné par la Communauté française et déposant une demande de subvention dans le cadre du présent chapitre ;

4° bénéficiaire : les pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors universités, de l'enseignement supérieur de promotion sociale, des centres psycho-médico-sociaux, des internats ou des homes d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, subventionné par la Communauté française ayant reçu un accord d'éligibilité ;

5° collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs : le partage des locaux scolaires du/des bâtiment(s) bénéficiant de la subvention et dans les espaces faisant l'objet des travaux, et ce :

a) pendant les périodes scolaires de l'enseignement (heures de cours) et

b) de manière régulière au cours d'une année scolaire et

c) par des membres du personnel de l'enseignement et/ou des élèves, étudiants et

d) entre pouvoirs organisateurs d'un autre réseau ou d'un même réseau.

6° auto-score : score obtenu par un dossier lors de l'introduction de sa candidature sur la plateforme électronique prévue à cet effet. Ce score s'obtient par l'addition de l'ensemble des points obtenus via la rencontre ou non de chacun des critères de priorisation. Ce score est déterminé automatiquement par la plateforme électronique en fonction des données introduites par le candidat ;

7° Quick audit de emploi : rapport reprenant l'ensemble des éléments concernés par les travaux de démolition ou rénovation qui présentent un potentiel de emploi dans la reconstruction prévue. Les éléments précis et modalités de réalisation sont arrêtés par le Gouvernement ;

8° éléments constitutifs du bâtiment : Les éléments constitutifs distincts d'un bâtiment sont :

a) terrassements ou fondations ou gros œuvre ;

b) travaux de toiture ;

c) travaux de façades et finitions extérieures, en ce compris les menuiseries, les revêtement et étanchéisation de façades, l'isolation, les escaliers extérieurs de secours, la protection solaire et éléments d'ombrage ;

d) travaux de finitions intérieures qui suivent : cloisons, finition des murs, chapes et revêtements de sol, faux-plafonds, menuiseries, escaliers ;

e) abords qui suivent : cour, préau, espaces végétalisés, abris vélos, accès carrossable pour les services de secours, clôtures et sécurité du site ;

f) sanitaire/systèmes de chauffage, ventilation, climatisation ;

g) électricité : installation, système de production et de stockage, en ce y compris tout autre équipement y lié ;

h) système de sécurité incendie qui suit : lutte, détection, prévention.

Des travaux connexes indispensables se rapportant à l'objet de la candidature sont autorisés par le Gouvernement sur demande motivée du Pouvoir organisateur ;

9° travaux non structurants ou ponctuels : les travaux de rénovation répondant à une situation préoccupante du point de vue de la sécurité, de la salubrité et/ou de l'hygiène et nécessitant une réaction rapide en raison de la dégradation, de la vétusté ou de l'inadaptation des infrastructures, notamment aux personnes à mobilité réduite et ne visant pas plus de deux éléments constitutifs du bâtiment visé ;

10° travaux structurants : Tous travaux n'entrant pas dans la définition de « travaux non structurants ou ponctuels », en ce compris les acquisitions de nouveaux bâtiments ;

11° poids scolaire en matière d'infrastructure : clé de répartition définie sur base de la population scolaire de chaque réseau, au sein de l'ensemble des niveaux et types d'enseignement visés par le présent mécanisme. Pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, par population scolaire dans le cadre du financement des infrastructures, il faut entendre le nombre d'apprenants régulièrement inscrits, c'est-à-dire exclusion faite des inscriptions multiples pour un même élève. ».

Art. 7. Dans le même décret, dans la Section 1, insérée par l'article 5, il est inséré un article 8/6 rédigé comme suit :

« Article 8/6. Le présent Chapitre règle les modalités d'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers dans l'enseignement non universitaire qu'elle subventionne par les ressources prévues aux Chapitres III et IIIbis et ce, au moyen de deux mécanismes distincts et complémentaires que sont les travaux non structurants ou ponctuels et les travaux structurants tels que définis à l'article 8/5, 9° et 10°. ».

Art. 8. Dans le même décret, dans la Section 1, insérée par l'article 5, il est inséré un article 8/7 rédigé comme suit :

« Article 8/7. Les ressources prévues pour l'enseignement libre confessionnel, l'enseignement libre non confessionnel, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces et le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné, aux chapitres III et IIIbis, sont réparties entre les deux mécanismes définis à l'article 8/5, 9° et 10°, à la proportionnelle du montant total des dossiers en liste d'attente dans chacun de ces mécanismes au 31 décembre de l'année N-1.

Par dérogation à l'alinéa 1, les ressources sont réparties entre ces deux mécanismes à hauteur de 50 pour cent chacun lors de la première année. ».

Art. 9. Dans le même décret, dans le Chapitre IIIter, inséré par l'article 4, il est inséré une Section II intitulée : « Section II- Des mécanismes relevant des travaux non structurants ou ponctuels et des travaux structurants ».

Art. 10. Dans le même décret, dans la Section II, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-Section I intitulée : « Sous-Section I. Des dispositions communes aux mécanismes relevant des travaux non structurants ou ponctuels et des travaux structurants ».

Art. 11. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/8 rédigé comme suit :

« Article 8/8. - § 1^{er}. Le candidat soumet son dossier de demande via la plateforme électronique à tout moment et indique dans quel mécanisme il souhaite soumettre son dossier.

Les fédérations de pouvoirs organisateurs disposent d'un accès consultatif aux dossiers soumis par les pouvoirs organisateurs leur étant affiliés ou conventionnés, permettant notamment un accès aux listes de dossiers priorisés et en attente.

§ 2. Cette demande contient un descriptif des travaux envisagés ainsi que les raisons motivant ces travaux. Ce descriptif doit permettre de définir les éléments constitutifs du bâtiment touché par les travaux envisagés.

Le Gouvernement peut solliciter des compléments d'information si la demande n'est pas suffisamment détaillée pour permettre son orientation. ».

Art. 12. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/9 rédigé comme suit :

« Article 8/9. Sur base de la demande introduite, le Gouvernement valide ou modifie dans quel mécanisme s'inscrit le dossier soumis et en informe le candidat dans les 30 jours ouvrables, à dater de l'introduction complète de la demande, en ce compris les éventuels compléments sollicités par le Gouvernement.

La demande n'est réputée complète qu'après réception de l'ensemble des compléments sollicités par le Gouvernement. »

Art. 13. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/10 rédigé comme suit :

« Article 8/10. Après validation ou modification de l'orientation de son dossier par le Gouvernement, le candidat introduit les pièces complémentaires nécessaires au traitement de son dossier, selon le mécanisme dans lequel s'inscrit son dossier. ».

Art. 14. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/11 rédigé comme suit :

« Article 8/11. Sont éligibles les candidatures répondant lors de leur dépôt aux conditions cumulatives suivantes :

1° viser des bâtiments scolaires d'une seule implantation scolaire ;

2° déposer un descriptif des travaux proposés ;

3° les travaux à réaliser, en ce compris les extensions et les constructions, répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du présent décret ;

4° le cas échéant, s'engager à enlever toutes les applications d'amiante touchées par ou durant les travaux bénéficiant de la subvention conformément à l'inventaire amiante et au programme de gestion établis conformément au livre VI – Titre 3 du Code du bien-être au travail. Le Gouvernement arrête l'étape lors de laquelle cette preuve est apportée et les modalités de cette condition ;

5° s'engager à évaluer, sur base de l'outil communiqué par le Gouvernement lors de l'accord d'éligibilité (totem), l'impact sur l'environnement du/des bâtiment(s) faisant l'objet de la subvention :

i. dans leur état actuel et

ii. dans leur état démolé le cas échéant et

iii. dans leur état projeté, en ce compris le nouveau projet en cas de reconstruction.

Le candidat apporte la preuve de cette évaluation complète. Le Gouvernement arrête l'étape lors de laquelle cette preuve est apportée et les modalités de cette condition ;

6° dans le cas de placement ou remplacement d'installations de chauffage, le bénéficiaire privilégie les installations décarbonées. Par installation décarbonée, est visée l'exclusion de l'énergie fossile telle que le mazout, le charbon ou le gaz comme source de combustible. En cas d'impossibilité, pour raison technique et/ou financière une dérogation peut être sollicitée. Le Gouvernement arrête les modalités et conditions de cette dérogation ;

7° le cas échéant, dans le cas de remplacement d'installation de chauffage, s'engager à tenir une comptabilité énergétique normalisée pour le bâtiment concerné par le subventionnement et apporter la preuve dudit respect. Par comptabilité énergétique normalisée est visé un outil de gestion exprimé en degré-jour sur base 15/15 permettant d'enregistrer, de traiter et d'analyser, au jour le jour, des données de consommations liées aux installations de chauffage pour une année civile, afin de suivre leur évolution. Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition ;

8° le cas échéant, démontrer la prise en compte de la dimension de genre dans la conception du projet. Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition ;

9° le cas échéant, pour l'enseignement concerné par le tronc commun et pour autant que le dossier soumis vise une rénovation globale ou une construction ou une reconstruction ou touche des locaux concernés par la formation manuelle technique, technologique et numérique, de l'éducation culturelle et artistique, et/ou des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé : s'engager à offrir un cadre infrastructurel (locaux/équipements) adapté au déploiement de la formation manuelle technique, technologique et numérique, de l'éducation culturelle et artistique, et/ou des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé, nécessaire à la mise en place du Tronc commun tel que visé dans le code de l'enseignement au niveau infrastructurel.

Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition en fonction de la typologie de travaux ;

10° le cas échéant, s'engager à réaliser des travaux permettant de disposer d'un bâtiment répondant aux exigences de connectivité en intégrant dans le projet, en fonction de la typologie de travaux, une connexion filaire et/ou sans fil pour tous les locaux pédagogiques et dont la vérification est effectuée par le Gouvernement. Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition ;

11° le cas échéant, s'engager à faire réaliser un audit accessibilité sur base de l'avant-projet et à réaliser des travaux en vue de disposer d'un bâtiment scolaire adapté aux personnes à mobilité réduite et à l'enseignement inclusif. Les travaux d'adaptation de l'infrastructure suivront les recommandations de l'audit, pour ce qui concerne les éléments du bâtiment concerné par les travaux, sauf dérogation technique ou financière éventuelle dûment justifiée auprès du Gouvernement. Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition ;

12° s'engager à déposer un quick audit de emploi. Par quick audit de emploi, est visé la réalisation de l'inventaire des matériaux réemployables dans le bâtiment ou dans l'implantation. Dans le cas où il ressort de cet audit de emploi un potentiel de emploi, s'engager à ce que 5 pour cent (en poids) minimum des matériaux dudit potentiel soient employés. Cette condition n'est pas applicable s'il n'y a pas de déconstruction. Par déconstruction, est visée la démolition d'un bâtiment ou déconstruction de parois de déperditions thermiques pour n'en garder que l'ossature structurelle. Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition ;

13° s'engager à ne pas augmenter la surface minéralisée, sauf en cas d'augmentation de la surface bâtie scolaire, et à favoriser la verdure et la végétalisation des espaces. Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition ;

14° le cas échéant, en cas de travaux liés à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment sauf s'il s'agit uniquement de travaux de toiture ; s'engager à déposer un audit énergétique agréé et à tenir compte des conclusions dudit audit concernant le bâtiment faisant l'objet des travaux, et notamment l'ordre d'intervention sur le bâtiment.

L'audit énergétique doit correspondre aux exigences régionales et être réalisé par un auditeur agréé conformément aux dispositions légales et réglementaires régionales. L'audit doit être à jour c'est-à-dire que le(s) bâtiment(s) ne doit(doivent) pas avoir subi de travaux impactant la performance énergétique du bâtiment effectués depuis la réalisation de l'audit.

Si pour des raisons techniques ou financières, il est impossible pour le bénéficiaire de respecter les recommandations de l'audit, ce dernier le justifie auprès du Gouvernement qui juge de l'opportunité d'accorder une dérogation.

Le Gouvernement arrête l'étape à laquelle la preuve du respect de cette condition doit être apportée et les modalités de cette condition et des éventuelles dérogations possibles ;

15° le cas échéant, pour les constructions et reconstructions de l'enseignement obligatoire ordinaire ; s'engager à permettre l'aménagement ou la création d'une infrastructure autonome organisant, soit le niveau maternel, soit le niveau primaire, soit le fondamental, soit le continuum pédagogique du Tronc commun, rassemblant à minima les élèves de la M3 (ou de la P1) à la S3, soit le degré inférieur de l'enseignement secondaire (S1 à S3), soit le degré supérieur de l'enseignement secondaire (S4 à S6), et ce dans des bâtiments autonomes fonctionnellement sans toutefois exclure la possibilité d'une mutualisation de certains locaux spécifiques n'influant pas l'autonomie pédagogique et fonctionnelle des établissements, sauf dérogation technique ou financière ou organisationnelle éventuelle dûment justifiée auprès du Gouvernement. Le Gouvernement arrête les modalités d'application de cette obligation ;

16° le cas échéant, pour les rénovations globales de l'enseignement obligatoire ordinaire ; s'engager à mener une réflexion visant à permettre l'aménagement ou la création d'une infrastructure autonome organisant, soit le niveau maternel, soit le niveau primaire, soit le fondamental, soit le continuum pédagogique du Tronc commun, rassemblant à minima les élèves de la M3 (ou de la P1) à la S3, soit le degré inférieur de l'enseignement secondaire (S1 à S3), soit le degré supérieur de l'enseignement secondaire (S4 à S6), et ce dans des bâtiments autonomes fonctionnellement sans toutefois exclure la possibilité d'une mutualisation de certains locaux spécifiques n'influant pas l'autonomie pédagogique et fonctionnelle des établissements. Dans le cas de la non mise en œuvre, le bénéficiaire fournit une note justificative reprenant les éléments qui empêchent cette mise en œuvre. Ces justifications peuvent être d'ordre technique ou financière ou organisationnelle.

Le non-respect des conditions d'éligibilité vérifiées à la candidature ou à une étape ultérieure entraîne le retrait de l'accord de priorité. ».

Art. 15. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/12 rédigé comme suit :

« Article 8/12. Sans préjudice de l'article 8/15, le bénéficiaire doit disposer d'un droit réel sur le bâtiment faisant l'objet de la subvention pour une durée d'au moins 30 ans à dater de l'accord ferme sur attribution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le droit réel peut être détenu par ou transféré à une association de communes, intercommunale, toute société publique de gestion de bâtiments publics ou toute société patrimoniale de gestion des bâtiments scolaires, pour autant que le bénéficiaire primaire de la subvention reste le pouvoir organisateur. Le bénéficiaire primaire peut céder cette subvention au détenteur du droit réel, sans préjudice des obligations du présent dispositif et sans que cela n'affecte les relations financières et administratives avec la Communauté française. ».

Art. 16. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/13 rédigé comme suit :

« Article 8/13. Le bénéficiaire de la subvention respecte les obligations suivantes :

1° maintient une affectation scolaire au sein du bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent décret pour une durée de 30 années à dater de l'accord ferme sur attribution ;

2° respecte les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics et insère dans les documents de marché de travaux des clauses environnementales, sociales et éthiques. Le Gouvernement arrête les modalités de cette condition ;

3° pour les bénéficiaires du mécanisme visant les travaux structurants ; dépose, le cas échéant, au plus tard au stade de l'accord de principe sur le projet, la preuve de la mise en concurrence du marché de service relatif à la désignation de l'auteur de projet visé à l'article 8/36, alinéa 6, et la décision motivée d'attribution dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement ;

4° respecte les obligations en matière de communication, d'information et de publicité, relatives au soutien financier de la Communauté française. Le Gouvernement arrête les modalités de ces obligations ;

5° dans le cas d'une rénovation globale, d'une nouvelle construction ou d'une reconstruction, réalisée dans le cadre du mécanisme visant les travaux structurants, veille à respecter, dans les cas où une dénomination en référence à des personnes et autre que celle liée aux noms des professeurs est appliquée, une parité des hommes et des femmes dans la dénomination des locaux et des salles de classe au sein du bâtiment bénéficiant de la subvention. Les noms attribués aux dits locaux sont affichés de manière visible et permanente à l'entrée du local ;

6° répond à toute demande provenant de la Communauté française, en vue de permettre le contrôle de l'utilisation des interventions financières perçues pendant une période de 30 ans, à dater de l'accord ferme sur attribution. ».

Art. 17. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/14 rédigé comme suit :

« Article 8/14. Le bénéficiaire de la subvention est tenu, durant une période de 30 ans à compter de l'accord ferme sur attribution, de demander l'autorisation du Gouvernement lorsque :

1° l'affectation ou la destination des bâtiments scolaires pour lesquels les travaux ont été réalisés avec l'appoint de la subvention, est modifiée totalement ou partiellement et/ou ;

2° les droits de propriété, de jouissance, d'usage ou d'habitation de ces bâtiments sont cédés à titre gratuit ou onéreux, sans préjudice de l'article 8/12.

L'autorisation du Gouvernement est accordée sans préjudice de l'application de l'article 8/16 du présent dispositif. ».

Art. 18. Dans le même décret, dans la sous-Section I insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/15 rédigé comme suit :

« Article 8/15. Sans préjudice des articles 8/14 et 8/16, et durant une période de 30 années à dater de l'accord ferme sur attribution, en cas de cession du droit réel ou de la propriété d'un bâtiment ayant bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret, tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée, ou tout opérateur visé à l'article 8/12 du présent dispositif, peut acquérir ledit bâtiment, soit à la valeur fixée par les parties, soit par préemption au prix offert par un tiers acquéreur, soit au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement. Cette possibilité ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution de ce droit de préemption. ».

Art. 19. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/16 rédigé comme suit :

« Article 8/16. § 1^{er}. Les bénéficiaires de la subvention dont les bâtiments scolaires ont bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret et pour lesquels l'affectation scolaire n'est plus rencontrée et/ou cède les bâtiments, remboursent la subvention.

Le montant de la partie de la subvention à rembourser pour les locaux qui auraient perdu leur destination scolaire ou qui auraient été cédés sera établi en fonction du nombre de m² désaffectés, déduction faite du nombre d'années d'occupation.

Chaque année d'occupation interviendra pour un trentième du montant de la subvention.

§ 2. Le bénéficiaire ne rembourse pas la subvention si :

- les locaux ont perdu leur destination scolaire suite à des circonstances indépendantes de sa volonté ou ;

- l'affectation scolaire par un établissement scolaire reconnu par la Communauté française est maintenue.

Le Gouvernement arrête le montant du recouvrement de la subvention sur base des éléments présentés par le bénéficiaire.

§ 3. Si le bénéficiaire ne rembourse pas, la Communauté française se fait rembourser en ayant recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

1° prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble ;

2° prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur ;

3° recouvrement par l'administration compétente du SPF Finances sur le patrimoine du pouvoir organisateur avec l'aide d'un expert désigné à cet effet par le Gouvernement. ».

Art. 20. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/17 rédigé comme suit :

« Article 8/17. En cas de non-respect d'une des obligations prévues dans la présente section, le bénéficiaire est tenu de rendre tout ou partie de la subvention.

Dans l'attente, les demandes de subvention ultérieures déposées par le même pouvoir organisateur sont irrecevables tant que le demandeur ne respecte pas ses obligations. ».

Art. 21. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/18 rédigé comme suit :

« Article 8/18. Le Gouvernement arrête les modalités de liquidations par tranche de la subvention, celles-ci se faisant en 4 tranches :

- 1° de 40 pour cent à l'ordre de commencer les travaux ;
- 2° de 30 pour cent lorsque 40 pour cent des travaux sont réalisés ;
- 3° de 20 pour cent lorsque 70 pour cent des travaux sont réalisés ;
- 4° de 10 pour cent, soit le solde au décompte final.

Le Gouvernement arrête les documents des demandes de liquidation. A défaut de dépôt des documents prévus dans ledit arrêté, la subvention n'est pas liquidée. ».

Art. 22. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/19 rédigé comme suit :

« Article 8/19. Par dérogation à l'article 8/18, dans le cadre du mécanisme visant les travaux structurants, le pouvoir organisateur qui finance son projet par le biais d'un financement alternatif, tel qu'un partenariat public-privé ou un contrat de performance énergétique, voit sa subvention être liquidée annuellement étalée sur la durée de son contrat de financement.

Le montant de la subvention est calculé uniquement sur le coût des investissements réalisés, c'est-à-dire, hors coûts de financement, de maintenance, et autres coûts connexes liés au mécanisme de financement choisi par le pouvoir organisateur. ».

Art. 23. Dans le même décret, dans la sous-Section I, insérée par l'article 10, il est inséré un article 8/20 rédigé comme suit :

« Article 8/20. Pour bénéficier d'une subvention, supérieure à 446.189 euros indexés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2023, dans le cadre du présent chapitre, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, à l'exception des pouvoirs organisateurs organisant un établissement d'enseignement supérieur, doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires qui vont bénéficier du présent dispositif à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL, commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne, et ce pour une durée de 30 ans minimum à dater de l'octroi de l'accord ferme sur attribution.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial. La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article. Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés. ».

Art. 24. Dans le même décret, dans la Section II, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-Section II intitulée : « Sous-Section II. Des dispositions spécifiques au mécanisme relevant des travaux non structurants ou ponctuels ».

Art. 25. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/21 rédigé comme suit :

« Article 8/21. § 1^{er}. Les étapes de la procédure d'introduction et de suivi des dossiers sont les suivantes :

- 1° a) dépôt de la candidature après validation ou modification de l'orientation par le Gouvernement ;
- b) le cas échéant, octroi d'un accord de priorité ;
- 2° a) dépôt du dossier au stade marché attribué ;
- b) le cas échéant, octroi d'un accord ferme sur attribution. Cet accord emporte l'autorisation de notifier le marché public de travaux au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) ;
- 3° dépôt de demandes de liquidation de la subvention et du décompte final.

§ 2. Le dépôt d'une candidature dans le présent mécanisme n'est pas autorisé pour un dossier bénéficiant déjà d'une promesse ou d'un accord de subventionnement pour le même objet de travaux, à quelque stade que ce soit, dans le cadre du mécanisme relevant des travaux structurants.

§ 3. Le bénéficiaire perd tout droit à la subvention dès lors qu'il procède à la notification du marché public de travaux avant l'octroi de l'accord ferme sur attribution par le Gouvernement.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement sur base d'une demande motivée du bénéficiaire. Cette demande de dérogation peut s'inscrire uniquement dans le cadre de la réalisation de travaux revêtant un caractère d'extrême urgence et pour autant qu'une autorisation écrite de débiter les travaux ait été délivrée par le Gouvernement.

Ces dérogations visent à préserver les droits aux subventions mais ne constituent pas un engagement ferme d'intervention du Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités de transmission des demandes de dérogation et d'octroi de dérogation. ».

Art. 26. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/22 rédigé comme suit :

« Article 8/22. Le Gouvernement arrête :

1° les modalités d'introduction et d'examen des demandes de subvention pour chacune des étapes visées à l'article 8/21, § 1^{er}, en ce compris les délais à respecter et la possibilité de dérogations éventuelles à ces délais ;

2° les documents et données à fournir pour permettre une vérification par la Communauté française des candidatures et des dossiers sachant que les actes administratifs d'accord individuel peuvent préciser des documents complémentaires. ».

Art. 27. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/23 rédigé comme suit :

« Article 8/23. § 1^{er}. En cas d'insuffisance de ressources dévolues à ce mécanisme, et ce séparément pour l'enseignement libre subventionné confessionnel, l'enseignement libre non confessionnel, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces et le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné, les dossiers sont priorisés sur base de l'outil de priorisation arrêté par le Gouvernement.

Cet outil de priorisation respecte les priorités suivantes :

1° les travaux visant à résoudre une problématique de sécurité stabilité/incendie ;

2° les travaux visant à résoudre un problème d'hébergement compromis par l'état physique délabré des bâtiments scolaires ;

3° les travaux visant à résoudre un problème de salubrité et/ou d'hygiène ;

4° les travaux visant à résoudre un problème d'inadaptation ou d'accessibilité de l'infrastructure (personnes à mobilité réduite) ;

Sur base des priorités visées supra, et rencontrées par le dossier concerné, un indice de priorisation est fixé pour chaque dossier soumis.

La priorisation tient compte de l'ancienneté du dossier soumis, via un indice d'ancienneté.

Ces critères permettent à la plateforme de définir un autoscore sur base de l'encodage réalisé par le pouvoir organisateur concerné et de l'indice d'ancienneté. L'encodage réalisé par les pouvoirs organisateurs est vérifié par le Gouvernement qui peut revoir ce dernier à la baisse s'il est constaté que certaines données ne sont pas correctes. L'autoscore ne pourra être revu à la hausse par le Gouvernement, sauf en vue de l'adapter via l'indice d'ancienneté ou à la mise à jour du dossier par le pouvoir organisateur suite à des événements indépendants de sa volonté, tels que notamment, la dégradation du bâtiment au cours du temps d'attente ou à un événement naturel, ou l'adoption de nouvelles normes. L'autoscore peut être revu tant que le dossier concerné n'a pas obtenu d'accord de priorité.

Le Gouvernement arrête la définition et le contenu des priorités et conditions énumérées ci-dessus.

§ 2. En cas d'ex aequo, après application des critères repris au § 1^{er}, les dossiers sont départagés sur base des critères suivants :

1° celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 1° ;

2° à égalité de points au critère de priorisation 1°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 2° ;

3° à égalité de points au critère de priorisation 2°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 3° ;

4° à égalité de points au critère de priorisation 3°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 4° ;

5° à égalité de points au critère de priorisation 4°, le bâtiment le plus ancien.

§ 3. Dans le cas d'une insuffisance de crédit dans l'enveloppe concernée pour financer le dernier dossier classé en ordre utile, soit :

- dans le cas où les moyens disponibles représentent plus de 50 pour cent du montant de subvention estimé, les moyens manquants sont ponctionnés sur l'enveloppe du semestre suivant ;

- dans le cas où les moyens disponibles représentent moins de 50 pour cent du montant de subvention estimé, les moyens restants sont proposés à titre de subvention au bénéficiaire concerné, si ce dernier accepte, ce montant devient le montant de subventionnement, si le bénéficiaire refuse, le solde de l'enveloppe disponible n'est pas utilisé et le dossier concerné n'est pas retenu et reste dans la liste d'attente.

§ 4. Le non-respect des critères de priorisation, notamment la non-réalisation des travaux renseignés initialement, vérifié lors d'une étape ultérieure au dépôt de la candidature, entraîne le recalcul de l'indice de priorisation ayant servi au classement des dossiers.

Si l'indice recalculé mène à un indice inférieur à l'indice du premier dossier non classé en ordre utile, lors de la sélection du dit dossier, la subvention est retirée au bénéficiaire. Les moyens ainsi libérés sont remis à disposition du mécanisme. ».

Art. 28. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/24 rédigé comme suit :

« Article 8/24. § 1^{er}. Sur base de l'indice de priorisation visé à l'article 8/23, le Gouvernement établit deux fois par an, la liste des dossiers éligibles et priorisés, et ce, pour l'enseignement libre confessionnel, l'enseignement libre non confessionnel, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces et le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné, tels que visés aux Chapitres III et IIIbis.

Ces classements tiennent compte pour le premier, de l'année concernée, de tous les dossiers soumis et complets au stade de l'étape visée à l'article 8/21, § 1^{er}, 1°, a), au 15 février de chaque année, et pour le second au 15 août de chaque année.

§ 2. Les listes de dossiers éligibles et priorisés sont soumises au Gouvernement qui fixe le classement des dossiers et octroie un accord de priorité aux dossiers classés en ordre utile, au plus tard trois mois après la date d'arrêt des listes de dossiers considérés visés au § 1^{er}, alinéa 1.

§ 3. Le premier classement de chaque année mobilise cinquante pour cent des moyens disponibles pour le présent mécanisme.

Le second classement de chaque année mobilise le solde des moyens disponibles pour le présent mécanisme.

§ 4. Lors de la fixation de chaque classement, un montant équivalent à 10 pour cent de l'enveloppe mobilisée pour le dit classement n'est pas attribué afin de permettre l'éventuelle majoration de subvention telle que prévue à l'article 8/29, alinéa 4, 2^o.

Une fois l'ensemble des accords fermes sur attribution octroyés pour l'ensemble des dossiers issus d'un même classement, les éventuels moyens excédentaires, provenant d'abandon de dossiers, de diminution de montant de la subvention ou d'excédant sur la marge budgétaire telle que prévue à l'alinéa précédent, sont reversés dans l'enveloppe globale du présent mécanisme. ».

Art. 29. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/25 rédigé comme suit :

« Article 8/25. - § 1^{er}. Chaque année, et sans préjudice de l'article 8/24, § 4, un montant équivalent à 10 pour cent de l'enveloppe budgétaire dévolue au présent mécanisme est maintenu disponible jusqu'au 30 septembre, afin de permettre la prise en charge des dossiers d'extrême urgence.

Le Gouvernement arrête la notion d'extrême urgence.

§ 2. Dans le cas où les moyens visés au § 1^{er} ne sont pas sollicités pour des dossiers d'extrême urgence, ils sont réaffectés à l'enveloppe budgétaire générale dès le 1^{er} octobre de chaque année. ».

Art. 30. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/26 rédigé comme suit :

« Article 8/26. Par dérogation à l'article 8/24, les dossiers soumis dans le cadre de l'attribution des ressources aux implantations à faible taux d'occupation, ainsi qu'aux écoles identifiées comme présentant un écart significatif de performance par rapport à la moyenne des écoles comparées et devant élaborer un dispositif d'ajustement conformément aux articles 1.5.2-13 et 1.5.2-16 du Code de l'enseignement, sont priorités.

Le Gouvernement définit la notion d'implantation à faible taux d'occupation ainsi que les modalités de transmission au Gouvernement des données concernant les implantations visées par le présent alinéa. Les dossiers sélectionnés par le biais de la priorisation fixée par le présent paragraphe, sont imputés à l'enveloppe budgétaire du réseau ou de la fédération de pouvoirs organisateurs dont l'établissement bénéficiaire dépend.

Par dérogation à l'article 8/28 du présent décret relatif au taux de financement, les dossiers sélectionnés par le biais de la présente disposition sont subventionnés à 100 pour cent du montant de l'investissement, plafonné à 750.000 € par établissement.

Annuellement, les dossiers priorités par le biais du présent article, représentent maximum 4.000.000 €, et ce en comprenant les dossiers pour l'ensemble des réseaux. Les moyens nécessaires pour le financement de ces dossiers sont ponctionnés sur les ressources financières prévues aux articles 5, 7 et 8/3, en fonction du réseau ou de la fédération de pouvoirs organisateurs auquel émergent les dossiers concernés.

En cas d'insuffisance de ressources dévolues aux établissements visés par le présent article, les dossiers sont priorités, sur base de l'outil de priorisation prévu à l'article 8/23.

Le montant visé à l'alinéa 4 est adapté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2017.».

Art. 31. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/27 rédigé comme suit :

« Article 8/27. - § 1^{er}. Une même implantation ne peut bénéficier que d'une intervention via le mécanisme de travaux non structurants ou ponctuels et ce, sur une période de 5 années à dater de l'accord ferme sur attribution.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, un dossier soumis dans le cadre d'une procédure d'extrême urgence peut être financé par le biais du présent mécanisme même si l'implantation visée a déjà bénéficié du présent mécanisme dans la période de 5 années visée au § 1^{er}. ».

Art. 32. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/28 rédigé comme suit :

« Article 8/28. L'intervention financière de la Communauté française à charge du mécanisme de travaux non structurants ou ponctuels est fixée par projet éligible à 65 pour cent du montant total de l'investissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'intervention financière de la Communauté française est majorée de 10 pour cent. ».

Art. 33. Dans le même décret, dans la sous-Section II, insérée par l'article 24, il est inséré un article 8/29 rédigé comme suit :

« Article 8/29. La subvention est calculée sur le montant subsidiable de l'investissement.

Le montant subsidiable de l'investissement comprend les travaux subventionnables, la taxe sur la valeur ajoutée et les frais généraux.

En cas de dossier lié à un sinistre, le montant de l'intervention de l'assurance et/ou de tout autre mécanisme d'aide, est déduit du montant des travaux.

Le montant de la subvention est calculé à l'étape visée à l'article 8/21, § 1^{er}, 1^o, a). Il s'agit du montant provisoire de la subvention.

Le cas échéant, le montant sera :

1^o diminué à l'étape visée à l'article 8/21, § 1^{er}, 2^o, b), en fonction du résultat d'attribution du marché de travaux, et ce afin de correspondre au montant de l'offre retenue multiplié par le taux de subventionnement ;

2^o augmenté de 10 pour cent maximum à l'étape visée à l'article unvicies 8/21, § 1^{er}, 2^o, b), en fonction du résultat d'attribution du marché de travaux en cas d'augmentation du montant de l'estimation déposée à la candidature.

Les frais généraux s'élèvent à 8 pour cent du montant des travaux subventionnables, taxe sur la valeur ajoutée comprise. Par frais généraux, sont entendus les honoraires des architectes, des ingénieurs-conseils, des experts des bureaux d'études, des coordinateurs sécurité santé et/ou des conseillers PEB. »

Art. 34. Dans le même décret, dans la Section II, insérée par l'article 9, il est inséré une sous-Section III intitulée : « Sous-Section III. Des dispositions spécifiques au mécanisme relevant des travaux structurants ».

Art. 35. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/30 rédigé comme suit :

« Article 8/30. § 1^{er}. Les étapes de la procédure d'introduction et de suivi des dossiers sont les suivantes :

1° a) dépôt de la candidature après validation ou modification de l'orientation par le Gouvernement

b) le cas échéant, octroi d'un accord de priorité ;

2° a) dépôt du dossier au stade projet ;

b) le cas échéant, octroi d'un accord de principe sur projet ;

3° a) dépôt du dossier au stade marché attribué ;

b) le cas échéant, octroi d'un accord ferme sur attribution. Cet accord emporte l'autorisation de notifier le marché public de travaux au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) ;

4° dépôt de demandes de liquidations de la subvention et du décompte final.

§ 2. Les dossiers soumis dans le cadre du présent mécanisme peuvent concerner plusieurs phases de travaux, étalées sur une ou plusieurs années. Dans ce cas, l'accord de priorité est octroyé sur le projet global, et les étapes ultérieures sont traitées phase par phase.

§ 3. Le dépôt d'une candidature dans le présent mécanisme n'est pas autorisé pour un dossier bénéficiant déjà d'une promesse ou d'un accord de subventionnement pour le même objet de travaux, à quelque stade que ce soit, dans le cadre du mécanisme de financement régi par le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen.

§ 4. Le bénéficiaire perd tout droit à la subvention dès lors qu'il procède à la notification du marché public de travaux avant l'octroi de l'accord ferme sur attribution par le Gouvernement.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement sur base d'une demande motivée du bénéficiaire. Cette demande de dérogation peut s'inscrire uniquement dans le cadre de la réalisation de travaux revêtant un caractère d'extrême urgence et pour autant qu'une autorisation écrite de débiter les travaux ait été délivrée par le Gouvernement.

Ces dérogations visent à préserver les droits aux subventions mais ne constituent pas un engagement ferme d'intervention du Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités de transmission des demandes de dérogation et d'octroi de dérogation.

§ 5. Des réunions de suivi du dossier ont lieu avec le bénéficiaire afin de suivre le projet depuis l'accord de priorité jusqu'à la liquidation de la subvention.

Ces réunions ont pour objectif de permettre au Gouvernement :

1° de vérifier le respect par le bénéficiaire de la subvention des obligations du présent mécanisme, des conditions d'éligibilité et, le cas échéant, des critères de priorisation des projets ;

2° ainsi que de fournir toute expertise utile en matière de bâtiment scolaire au bénéficiaire de la subvention.

Ces réunions associent au moins un représentant du Gouvernement, du bénéficiaire et, le cas échéant, de l'auteur de projet. Si le pouvoir organisateur concerné le souhaite, un représentant de sa fédération de pouvoirs organisateurs peut également participer aux réunions.

L'organisation et la tenue de cette réunion sont appréciées par le Gouvernement. Si le Gouvernement estime que ladite réunion n'est pas nécessaire au vu des éléments du dossier, cela ne porte pas préjudice au dossier du demandeur. ».

Art. 36. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/31 rédigé comme suit :

« Article 8/31. Le Gouvernement arrête :

1° les modalités d'introduction et d'examen des demandes de subvention pour chacune des étapes visées à l'article 8/30, § 1^{er}, en ce compris les délais à respecter et la possibilité de dérogations éventuelles à ces délais ;

2° les documents et données à fournir pour permettre une vérification par la Communauté française des candidatures et des dossiers sachant que les actes administratifs d'accord individuel peuvent préciser des documents complémentaires. ».

Art. 37. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/32 rédigé comme suit :

« Article 8/32. Sans préjudice de l'article 8/11, sont éligibles les candidatures répondant, lors du dépôt de la candidature prévu à l'article 8/30, § 1^{er}, 1° a), aux conditions cumulatives suivantes :

1° s'il s'agit d'une construction ou reconstruction, s'engager à atteindre la norme QZEN/NZEB moins 20 pour cent selon la réglementation régionale applicable, à une des étapes visées à l'article 8/30, § 1^{er}. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

2° s'engager à s'inscrire dans une démarche, pour une étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, de mutualisation d'espace, et apporter la preuve de cette réflexion (détails des locaux du projet mutualisable, contexte socioculturel et sportif environnant, autre type d'enseignement, ...), ou, le cas échéant, les raisons de sa non mise en œuvre. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

Par mutualisation d'espace, l'on entend l'augmentation de l'occupation du bâtiment scolaire bénéficiant de la subvention dans les espaces faisant l'objet des travaux et ce :

- en temps et en personnes,

- de façon régulière/répétée et

- en dehors des périodes scolaires de l'enseignement considéré (heures de cours).

Les activités subventionnées en vertu de l'article 35 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ne sont pas valorisables ;

3° s'engager à s'inscrire dans une démarche, à une étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, de collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs et, apporter la preuve de cette réflexion (détails des locaux du projet collaboratif, contexte scolaire environnant, ...) ou, le cas échéant, les raisons de sa non mise en œuvre. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition.

Le non-respect des conditions d'éligibilité vérifiées à la candidature ou à une étape ultérieure visée à l'article 8/30, § 1^{er}, entraîne le retrait de l'accord d'éligibilité. ».

Art. 38. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/33 rédigé comme suit :

« Article 8/33. § 1^{er}. En cas d'insuffisance de ressources dévolues à ce mécanisme, et ce pour séparément l'enseignement libre confessionnel, l'enseignement libre non confessionnel, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces et le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné, tels que visés aux Chapitres III et IIIbis, les dossiers sont priorisés sur base de la valorisation de l'état du/des bâtiment(s) concerné par la candidature.

Le Gouvernement arrête l'outil de valorisation de l'état du/des bâtiment(s).

Cet outil tient compte des éléments suivants :

1. l'état du/des bâtiments concernés par le projet ;
2. le bilan énergétique du/des bâtiment(s) concerné(s) par le projet ;
3. les espaces disponibles sur l'implantation concernée par le projet ;
4. le cadre urbanistique dans lequel s'inscrit le projet (évolution démographique, redynamisation urbaine ou rurale, etc).

La priorisation tient compte de l'ancienneté du dossier soumis, via un indice d'ancienneté.

Ces critères permettent à la plateforme de définir un autoscore sur base de l'encodage réalisé par le pouvoir organisateur concerné et de l'indice d'ancienneté. L'encodage réalisé par les pouvoirs organisateurs est vérifié par le Gouvernement qui peut revoir ce dernier à la baisse s'il est constaté que certaines données ne sont pas correctes. L'autoscore ne pourra être revu à la hausse par le Gouvernement, sauf en vue de l'adapter via l'indice d'ancienneté ou à la mise à jour du dossier par le pouvoir organisateur suite à des événements indépendants de sa volonté, tels que notamment, la dégradation du bâtiment au cours du temps d'attente ou à un événement naturel, ou l'adoption de nouvelles normes.

§ 2. En cas d'ex aequo suite à l'application du critère de priorisation prévu au § 1^{er}, les dossiers sont départagés sur base des critères suivants :

- 1° celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 1° ;
- 2° à égalité de points au critère de priorisation 1°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 2° ;
- 3° à égalité de points au critère de priorisation 2°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 3° ;
- 4° à égalité de points au critère de priorisation 3°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 4° ;
- 5° à égalité de points au critère de priorisation 4°, le bâtiment le plus ancien.

§ 3. Dans le cas d'une insuffisance de crédit dans l'enveloppe concernée pour financer le dernier dossier classé en ordre utile, soit :

o dans le cas où les moyens disponibles représentent plus de 50 pour cent du montant de subvention estimé, les moyens manquants sont ponctionnés sur l'enveloppe du semestre suivant ;

o dans le cas où les moyens disponibles représentent moins de 50 pour cent du montant de subvention estimé, les moyens restants sont proposés à titre de subvention au bénéficiaire concerné, si ce dernier accepte, ce montant devient le montant de subventionnement, si le bénéficiaire refuse, le solde de l'enveloppe disponible n'est pas utilisé et le dossier concerné n'est pas retenu et reste dans la liste d'attente.

§ 4. Le non-respect du critère de priorisation, notamment la non-réalisation des travaux renseignés dans l'outil de valorisation, vérifié lors d'une étape ultérieure au dépôt de la candidature, entraîne le recalcul de l'indice de priorisation ayant servi au classement des dossiers.

Si l'indice recalculé mène à un indice inférieur à l'indice du premier dossier non classé en ordre utile, lors de la sélection du dit dossier, la subvention est retirée au bénéficiaire. Les moyens ainsi libérés sont remis à disposition du mécanisme. ».

Art. 39. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/34 rédigé comme suit :

« Article 8/34. § 1^{er}. Sur base de l'indice de priorisation visé à l'article 8/33, le Gouvernement établit deux fois par an, la liste des dossiers éligibles et priorisés, et ce, pour l'enseignement libre confessionnel, l'enseignement libre non confessionnel, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces et le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné, tels que visés aux Chapitres III et IIIbis.

Ces classements tiennent compte pour le premier, de l'année concernée, de tous les dossiers soumis et complets au stade de l'étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, 1°, a), au 15 février de chaque année, et pour le second au 15 août de chaque année.

§ 2. Les listes de dossiers éligibles et priorisés sont soumises au Gouvernement qui fixe le classement des dossiers et octroie un accord de priorité sur demande aux dossiers classés en ordre utile, au plus tard trois mois après la date d'arrêt des listes de dossiers considérés visées au § 1^{er}, alinéa 1.

§ 3. Le premier classement de chaque année mobilise cinquante pour cent des moyens disponibles pour le présent mécanisme.

Le second classement de chaque année mobilise le solde des moyens disponibles pour le présent mécanisme.

§ 4. Lors de la fixation de chaque classement, un montant équivalent à 10 pour cent de l'enveloppe mobilisée pour le dit classement n'est pas attribué afin de permettre l'éventuelle majoration de subvention telle que prévue à l'article 8/36, alinéa 5, 2°.

Une fois l'ensemble des accords fermes sur attribution octroyés pour l'ensemble des dossiers issus d'un même classement, les éventuels moyens excédentaires provenant d'abandon de dossiers, de diminution de montant de la subvention ou d'excédant sur la marge budgétaire telle que prévue à l'alinéa précédent, sont reversés dans l'enveloppe globale du présent mécanisme. ».

Art. 40. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/35 rédigé comme suit :

« Article 8/35. L'intervention financière de la Communauté française à charge du mécanisme de travaux structurants est fixée par projet éligible à 65 pour cent du montant total de l'investissement. »

Art. 41. Dans le même décret, dans la sous-Section III, insérée par l'article 34, il est inséré un article 8/36 rédigé comme suit :

« Article 8/36. La subvention est calculée sur le montant subsidiable de l'investissement.

Le montant subsidiable de l'investissement comprend les travaux subventionnables, la taxe sur la valeur ajoutée et les frais généraux.

En cas de dossier lié à un sinistre, le montant de l'intervention de l'assurance et/ou de tout autre mécanisme d'aide, est déduit du montant des travaux.

Le montant de la subvention est calculé à l'étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, 1^o, a). Il s'agit du montant provisoire de la subvention.

Le cas échéant, le montant sera :

1^o diminué à l'étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, 3^o, b), en fonction du résultat d'attribution du marché de travaux, et ce, afin de correspondre au montant de l'offre retenue multiplié par le taux de subventionnement ;

2^o augmenté de 10 pour cent maximum à l'étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, 3^o, b), en fonction du résultat d'attribution du marché de travaux en cas d'augmentation du montant de l'estimation déposée à la candidature.

Les frais généraux s'élèvent à 10 pour cent du montant des travaux subventionnables, taxe sur la valeur ajoutée comprise si le candidat au moment de l'étape visée à l'article 8/30, § 1^{er}, 1^o, a), prévoit de désigner un auteur de projet dans le cadre d'un marché de service. Ils sont réduits à 8 pour cent s'il n'y a pas d'auteur de projet désigné dans le cadre d'un marché de service. Par frais généraux, sont entendus les honoraires des architectes, des ingénieurs-conseils, des experts des bureaux d'études, des coordinateurs sécurité santé et/ou des conseillers PEB. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives, transitoires et abrogatoires

Section I^{re}. — Des dispositions générales

Art. 42. L'article 2bis du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Article 2bis. Préalablement à l'octroi de la garantie et de la subvention intérêt dans le cas de l'enseignement subventionné, il est procédé par l'organe compétent à la consultation des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs, chacune pour ce qui la concerne.

Ces organisations disposent d'un délai d'un mois à dater de la demande pour rendre leur avis. ».

Art. 43. A l'article 2ter du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « émergeant aux mécanismes visés au Chapitre IIIter » sont insérés entre les mots « les demandes d'interventions » et les mots « répondant à l'une des conditions » ;

b) un 6^o et un 7^o rédigés comme suit sont ajoutés :

« 6^o visant des établissements d'enseignement supérieur ;

7^o visant des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit. » ;

2^o au même paragraphe, un alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« A partir du 1^{er} janvier 2025, pour les dossiers relatifs à l'enseignement organisé par la Communauté française et qui ne bénéficie pas des programmes de subventions antérieurs, la Commission remet un avis uniquement lorsque celui-ci est sollicité par l'organe de contrôle externe de Wallonie-Bruxelles Enseignement et pour les dossiers initiés à partir du 1^{er} janvier 2025. » ;

3^o au § 3, alinéa 1, 2^o, les mots « convoqués uniquement quand des dossiers concernant l'enseignement organisé par la Communauté française, sont soumis à la commission » sont ajoutés.

Section II. — Du fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française

Art. 44. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3^o est remplacé par ce qui suit : « 3^o une dotation annuelle de 49.996.988 EUR à charge du budget des dépenses de la Communauté française. » ;

b) les 4^o, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o, 15^o, 16^o, 18^o, 19^o et 21^o sont abrogés.

2^o au § 4, 1^o, les modifications suivantes sont apportées :

a) un point m rédigé comme suit est ajouté : « m) assurer les dépenses permanentes d'achats de bien non-durables et de services, et ce en relation avec la prise en charge, par la Direction générale des infrastructures du Ministère, des dépenses des établissements du réseau WBE visées au § 2, 14^o. » ;

b) un point n rédigé comme suit est ajouté : « assurer la prise en charge des prestations d'entretien et de maintenance quotidienne dans les établissements, internats et centres psycho-medico-sociaux de la Communauté française ; » ;

c) au § 4, 4^o, les mots « au § 2, alinéa 1^{er}, 16^o » sont remplacés par les mots « au b) du présent alinéa » et les mots « à concurrence de l'enveloppe visée au § 2, alinéa 1^{er}, 16^o » sont remplacés par les mots « est octroyée » ;

3° un § 6, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 6. Les missions visées au § 4, 1°, sont soumises aux normes minimales à atteindre fixées par le contrat de gestion de Wallonie-Bruxelles Enseignement. ».

Art. 45. A l'article 6bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} à 5 sont abrogés ;

2° au paragraphe 6, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Les montants visés » sont remplacés par les mots « Le montant visé » ;

b) les mots « et à l'article 6bis, § 1^{er}, » sont abrogés ;

c) le mot « 2019 » est ajouté à la fin du paragraphe ;

d) deux alinéas rédigés comme suit sont ajoutés :

« 15,61 pour cent de ce montant est revu tous les 5 ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, et ce, sur base de l'évolution du poids scolaire en matière d'infrastructure de chacun des réseaux, par rapport aux autres réseaux, au cours de la même période.

Le poids scolaire en matière d'infrastructure est la clé de répartition définie sur base de la population scolaire de chaque réseau, au sein de l'ensemble des niveaux et types d'enseignement visés par le présent mécanisme. Pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, par population scolaire dans le cadre du financement des infrastructures, il faut entendre le nombre d'apprenants régulièrement inscrits, c'est-à-dire exclusion faite des inscriptions multiples pour un même élève. ».

Section III. — Du fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné

Art. 46. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° une dotation annuelle de 41.477.829 EUR à charge du budget des dépenses de la Communauté française. » ;

b) les 4° à 9° sont abrogés ;

2° il est inséré un § 2/1 rédigé comme suit : « § 2/1. Les ressources visées au § 2, 3°, sont réparties entre les pouvoirs organisateurs relevant du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces pour 69,71 pour cent et les pouvoirs organisateurs relevant du Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné pour 30,29 pour cent.

Cette répartition est revue tous les 5 ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, et ce, sur base de l'évolution du poids scolaire en matière d'infrastructure de chacune des fédérations de pouvoirs organisateurs au cours de la même période.

La répartition prévue à l'alinéa 1^{er}, peut être revue annuellement sur proposition conjointe des fédérations de pouvoirs organisateurs concernées. » ;

3° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « selon les modalités prévues au chapitres III^{ter} ou, » sont ajoutés entre les mots « a pour objet de subventionner » et les mots « à concurrence » ;

b) les mots « Ce subventionnement doit avoir bénéficié d'un accord de priorité de subventionnement avant le 31 décembre 2024. » sont ajoutés à la fin du point 1° ;

c) un 6° rédigé comme suite est ajouté : « 6° sur proposition de la fédération de pouvoirs organisateurs concernée, le fonds peut également prendre en charge les subventions intérêts liées aux emprunts garantis, dans le cas d'une augmentation annuelle du montant maximum d'emprunts garantis tel que prévu par l'article 9, § 7 ».

Art. 47. A l'article 8bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1 à 4 sont abrogés ;

2° au paragraphe 5, les mots « Les montants visés » sont remplacés par les mots « Le montant visé » ;

3° au paragraphe 5, les mots « et à l'article 8bis, § 1^{er}, §§ 2, 3 et 4, » sont abrogés ;

4° au paragraphe 5, le mot « 2022 » est remplacé par le mot « 2019 » ;

5° au paragraphe 5, deux alinéas rédigés comme suit sont ajoutés :

« Ce montant est revu tous les 5 ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, et ce, sur base de l'évolution du poids scolaires en matière d'infrastructure de chacun des réseaux, par rapport aux autres réseaux, au cours de la même période.

Le poids scolaire en matière d'infrastructure est la clé de répartition définie sur base de la population scolaire de chaque réseau, au sein de l'ensemble des niveaux et types d'enseignement visés par le présent mécanisme. Pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, par population scolaire dans le cadre du financement des infrastructures, il faut entendre le nombre d'apprenants régulièrement inscrits, c'est-à-dire exclusion faite des inscriptions multiples pour un même élève. ».

Art. 48. L'article 8bis du même décret est renuméroté « 8/2 ».

Section IV. — Du fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné libre et officiel

Art. 49. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 7, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « 24.790.000 EUR » sont remplacés par les mots « 21.772.528 EUR » ;

b) les mots « 7.932.000 EUR » sont remplacés par les mots « 19.129.958 EUR » ;

c) quatre alinéas rédigés comme suit sont ajoutés :

« Les montants prévus à l'alinéa 1^{er}, peuvent être majorés de maximum 50 pour cent chaque année, sur demande des fédérations de pouvoirs organisateurs, et après approbation par le Gouvernement. Le Gouvernement peut refuser cette majoration si cette dernière engendre une charge financière directe ou indirecte supplémentaire pour la Communauté française.

La charge des subventions intérêts est pour la majoration à charge des fonds prévus aux articles 7 et 8/3, chacun pour les réseaux qui le concerne.

Les montants prévus à l'alinéa 1^{er}, sont répartis entre les fédérations de pouvoirs organisateurs concernées dans les respects des répartitions prévues aux articles 7 et 8/3.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont adaptés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2019. » ;

2° au § 9, un alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le droit réel peut être détenu par ou transféré à une association de communes, intercommunale, toute société publique de gestion de bâtiments publics ou toute société patrimoniale de gestion des bâtiments scolaires, pour autant que le bénéficiaire primaire de la subvention reste le pouvoir organisateur. Le bénéficiaire primaire peut céder cette subvention au détenteur du droit réel, sans préjudice des obligations du présent dispositif et sans que cela n'affecte les relations financières et administratives avec le Fonds de garantie. ».

Art. 50. Les articles 12 et 13 du même décret sont abrogés.

Section V. — Du programme prioritaire de travaux

Art. 51. Les articles 7, 7/1 et 7/2 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française sont abrogés.

Section VI. — Financement transitoire de programmes antérieurs

Art. 52. Les moyens nécessaires au financement des dossiers disposant déjà d'un accord de principe et/ou d'éligibilité dans les programmes de subventionnement préexistants, prévus par le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française et l'article 7, § 4, du présent décret, sont ponctionnés sur les ressources prévues aux articles 5, 7 et 8/3 du décret du 5 février 1990, et au regard du réseau ou de la fédération de pouvoirs organisateurs dont dépendent les dossiers concernés, pour autant que le dossier concerné obtienne un accord ferme de subventionnement.

Section VII. — Modifications du décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires

Art. 53. A l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires les modifications suivantes sont apportées :

a. A l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots « 4ème trimestre 2024 » sont remplacés par les mots « 1^{er} trimestre 2025 ».

b. A l'alinéa 3, les mots «, à l'exception de l'appel à projets visé au 3°, pour lequel le délai de dépôt est fixé à quatre mois » sont ajoutés après les mots « des appels à projets visés précités ».

c. Il est complété par deux alinéa rédigé comme suit :

« Les pouvoirs organisateurs d'un même réseau d'enseignement ne peuvent, ensemble, obtenir une part des moyens prévus pour les appels à projets visés au 2° à 4°, et à l'alinéa 2, proportionnellement plus élevée que l'équivalent de deux fois leur poids scolaire en matière d'infrastructure, tel que défini par l'article 8/5, 11°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, et basé sur les populations scolaires de l'année scolaire ou académique 2019. Le poids scolaire en matière d'infrastructure est fixé comme suit :

a. Pour l'enseignement officiel subventionné 39,29% ;

b. Pour l'enseignement organisé : 15,99% ;

c. Pour l'enseignement libre subventionné : 44,72%.

Les pourcentages visés à l'alinéa précédent, une fois multipliés par deux, sont arrondis à l'unité supérieure en vue de fixer le plafond applicable à chacun des groupes de pouvoirs organisateurs.

Dans le cas où un dossier, dont le montant, ne peut être pleinement satisfait eu égard aux plafonds, ces plafonds peuvent être dépassés à concurrence du montant nécessaire pour satisfaire pleinement le dossier visé. »

Art. 54. A l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « en tenant compte des maximums par réseau d'enseignement, » sont insérés entre les mots « les dossiers seront priorisés, » et les mots « s'il échet, ».

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 55. § 1^{er}. Une commission d'évaluation, composée du Gouvernement, de l'Inspection des Finances et des fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles Enseignement est constituée en vue de pouvoir évaluer les mécanismes introduits par le présent décret, et ce après trois années de mise en œuvre, et ensuite tous les 5 ans.

La commission remet ensuite un rapport d'évaluation au Gouvernement. Après que le Gouvernement en a pris connaissance, il le transmet au Parlement.

§ 2. Chaque année, un état de consommation des ressources de chaque fonds est communiqué aux fédérations de pouvoirs organisateurs concernées.

Art. 56. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

A l'exception des articles 6, alinéa 1^{er}, 11^o, 53 et 54 qui produisent leurs effets au 1^{er} mai 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 712-1 – Amendement(s) en commission, n° 712-2 – Texte adopté en commission, n°712-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 712-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 25 avril 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006352]

16 MEI 2024. — Decreet betreffende de financiering van schoolgebouwen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Artikel 1. In het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 14 december 2022, wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt : "HOOFDSTUK IIIbis - Schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs".

Art. 2. In hetzelfde decreet, in hoofdstuk IIIbis, ingevoegd bij artikel 1, wordt een artikel 8/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/3. – § 1. Het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs vormt een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie in de zin van artikel 2, 5^o, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Deze dienst staat onder het rechtsreeks gezag van de Minister bevoegd voor schoolgebouwen.

§ 2. Het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt gefinancierd uit de volgende middelen :

1^o een jaarlijkse dotatie van 47.207.483 euro uit de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap;

2^o inkomsten van welke aard dan ook met betrekking tot subsidieaanvragen voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

3^o elke uitzonderlijke dotatie bepaald door de regering.

§ 3. Het bedrag bedoeld in § 2, 1^o, wordt aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar, op basis van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2019.

Dit bedrag wordt om de 5 jaar herzien, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, op basis van de evolutie in het schoolgewicht van de infrastructuur van elk van de netten in vergelijking met de andere netten in dezelfde periode.

§ 4. De middelen waarnaar in § 2 wordt verwezen, zijn voor 92,12% verdeeld tussen het confessioneel gesubsidieerd vrij net en voor 7,88% over het niet-confessioneel vrij net.

Deze verdeling wordt om de 5 jaar herzien vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, op basis van wijzigingen in het schoolgewicht van de infrastructuur van elk van de netten in dezelfde periode. ».

Art. 3. In hetzelfde decreet, in hoofdstuk IIIbis, ingevoegd bij artikel 1, wordt een artikel 8/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/4. – § 1. Het doel van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs is het subsidiëren van de inrichtende machten volgens de nadere regels bepaald in Hoofdstuk IIIter.

Op voorstel van de betrokken federatie van inrichtende machten kan het Fonds schoolgebouwen voor het gesubsidieerd vrij onderwijs ook de rentesubsidies in verband met gewaarborgde leningen dekken, in geval van een jaarlijkse verhoging van het maximumbedrag van de gewaarborgde leningen zoals bepaald in artikel 9, § 7. ».

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de beschikbaarstelling van de middelen bedoeld in de hoofdstukken III en IIIbis van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III ter ingevoegd, met als titel "HOOFDSTUK IIIter - Procedures voor de beschikbaarstelling van de middelen bedoeld in hoofdstukken III en IIIbis".

Art. 5. In hetzelfde decreet, in hoofdstuk IIIter, ingevoegd bij artikel 4, wordt een afdeling I ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling I – Algemene bepalingen ».

Art. 6. In hetzelfde decreet, in de afdeling 1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 8/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/5. Voor de toepassing van dit Hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° elektronisch platform: het platform waarop dossiers door kandidaten worden ingediend;

2° de Regering : De Regering van de Franse Gemeenschap;

3° kandidaat : elke inrichtende macht van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, het hoger onderwijs buiten de universiteiten, het hoger onderwijs voor sociale promotie, de psycho-medisch-sociale centra, de internaten of opvangtehuizen voor het gewoon en gespecialiseerd basis-, secundair en hoger onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en die een subsidieaanvraag in het kader van dit hoofdstuk indient;

4° begunstigde: de inrichtende machten van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, het hoger onderwijs buiten de universiteiten, het hoger onderwijs voor sociale promotie, de psycho-medisch-sociale centra, de internaten of opvangtehuizen van het gewoon en gespecialiseerd basis- secundair en hoger onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die een toestemming hebben ontvangen om in aanmerking te komen;

5° infrastructurele samenwerking tussen netten of tussen inrichtende machten : het delen van schoollokalen van het (de) gebouw(en) dat (die) de subsidie ontvangt (ontvangen) en in de ruimtes waarop de werkzaamheden betrekking hebben, en dit :

a) tijdens de schoolperiodes van het onderwijs (schooluren) en

b) op regelmatige basis gedurende een schooljaar en

c) door leden van het onderwijzend personeel en/of leerlingen, studenten en

d) tussen inrichtende machten van een ander net of van eenzelfde net.

6° zelfscore : score die een dossier heeft behaald bij het indienen van zijn kandidatuur op het daartoe bestemde elektronische platform. Deze score wordt verkregen door alle punten op te tellen die zijn verkregen door al dan niet te voldoen aan elk van de prioriteitscriteria. Deze score wordt automatisch bepaald door het elektronische platform op basis van de door de kandidaat ingevoerde gegevens;

7° Snelle hergebruiksaudit: een verslag waarin alle elementen van de sloop- of renovatiewerken worden opgesomd die in aanmerking komen voor hergebruik bij de geplande wederopbouw. De precieze elementen en nadere regels voor uitvoering worden door de regering bepaald;

8° samenstellende elementen van het gebouw:

De verschillende samenstellende elementen van een gebouw zijn :

a) grondwerken of funderingen of ruwbouwwerken ;

b) dakwerken

c) gevelwerk en externe afwerking, inclusief schrijnwerk, gevelbekleding en waterdicht maken, isolatie, brandtrappen aan de buitenkant, zonwering en schaduwelementen;

d) de volgende binnenafwerking : scheidingswanden, wandafwerking, dekvloeren en vloerbedekkingen, valse plafonds, schrijnwerk, trappen ;

e) de volgende toegangszones: binnenplaats, overdekte speelplaats, beplante zones, fietsenstallingen, berijdbare toegang voor de hulpdiensten, omheining en beveiliging van het terrein;

f) sanitair/verwarming, ventilatie en airconditioning ;

g) elektriciteit : installatie, productie- en opslagsysteem, inclusief alle bijbehorende apparatuur;

h) brandveiligheidssysteem : brandbestrijding, -detectie en -preventie.

Noodzakelijke bijkomende werken die verband houden met het onderwerp van de kandidatuur kunnen op gemotiveerd verzoek van de inrichtende macht door de Regering worden toegestaan;

9° niet-structurerende of eenmalige werken : renovatiewerken om een uit het oogpunt van veiligheid, gezondheid en/of hygiëne zorgwekkende situatie aan te pakken, die een snelle reactie vereisen vanwege de achteruitgang, veroudering of ongeschiktheid van de infrastructuur, met name voor personen met beperkte mobiliteit, en waarbij niet meer dan twee onderdelen van het betreffende gebouw betrokken zijn;

10° structurerende werken : Alle werken die niet onder de definitie van "niet-structurerende of eenmalige werken" vallen, inclusief de aankoop van nieuwe gebouwen;

11° schoolgewicht van scholen in termen van infrastructuur: verdeelsleutel gedefinieerd op basis van de schoolbevolking van elk net, binnen alle onderwijsniveaus en -types die onder dit mechanisme vallen. Voor het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, per schoolbevolking in het kader van de financiering van infrastructuren, wordt verstaan onder het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen, d.w.z. buiten de meervoudige inschrijvingen voor dezelfde leerling. ».

Art. 7. In hetzelfde decreet, in de afdeling 1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 8/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/6. Dit hoofdstuk regelt de procedures voor de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap op het gebied van vastgoedinvesteringen in het niet-universitair onderwijs die zij subsidieert met de middelen voorzien in de hoofdstukken III en IIIbis, door middel van twee onderscheiden en complementaire mechanismen, namelijk niet-structurerende of eenmalige werken en structurende werken zoals gedefinieerd in artikel 8/5, 9° en 10°. ».

Art. 8. In hetzelfde decreet, in de afdeling 1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 8/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/7. De middelen voorzien voor het confessioneel vrij onderwijs, het niet-confessioneel vrij onderwijs, de Onderwijsraad voor de gemeenten en provincies en de Raad van de Inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs, in de hoofdstukken III en IIIbis, worden verdeeld over de twee mechanismen bepaald in artikel 8/5, 9° en 10°, in verhouding tot het totaal aantal dossiers op de wachtlijst in elk van deze mechanismen op 31 december van het jaar N-1.

In afwijking van het eerste lid worden de middelen in het eerste jaar elk voor 50% over deze twee mechanismen verdeeld. ».

Art. 9. In hetzelfde decreet, in hoofdstuk IIIter, ingevoegd bij artikel 4, wordt een afdeling II ingevoegd, luidend als volgt : "Afdeling II - Mechanismen voor niet-structurende of eenmalige werken en structurende werken.

Art. 10. In hetzelfde decreet, in afdeling II, ingevoegd bij artikel 9, wordt een onderafdeling I ingevoegd, luidend als volgt : "Onderafdeling I. Bepalingen gemeenschappelijk aan de mechanismen voor niet-structurende of eenmalige werken en voor structurende werken".

Art. 11. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/8. - § 1. De kandidaat dient zijn aanvraagdossier op elk gewenst moment via het elektronische platform in en geeft aan welk mechanisme hij wil gebruiken om zijn dossier in te dienen.

De federaties van inrichtende machten hebben raadgevende toegang tot de dossiers die ingediend worden door de inrichtende machten die bij hen zijn aangesloten of waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten, waardoor zij met name toegang hebben tot de lijsten van prioritaire en hangende dossiers.

§ 2. Deze aanvraag bevat een beschrijving van de geplande werken en de redenen voor de werken. Deze beschrijving moet de onderdelen van het gebouw identificeren waarop de geplande werken betrekking hebben.

De regering kan om aanvullende informatie vragen als de aanvraag niet voldoende gedetailleerd is om het te kunnen richten. ».

Art. 12. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/9. Op basis van de ingediende aanvraag valideert of wijzigt de regering het mechanisme voor het ingediende dossier en informeert de kandidaat binnen 30 werkdagen hierover na de volledige indiening van de aanvraag, met inbegrip van eventuele aanvullingen die door de regering worden gevraagd.

De aanvraag wordt pas als volledig beschouwd als alle door de regering gevraagde aanvullende informatie ontvangen is. »

Art. 13. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/10. Zodra de regering de oriëntatie van het dossier heeft gevalideerd of gewijzigd, dient de kandidaat de aanvullende stukken in die nodig zijn om het dossier te verwerken, afhankelijk van het mechanisme dat voor het dossier wordt gebruikt. ».

Art. 14. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/11. Komen in aanmerking de kandidaten die op het moment van indiening aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

- 1° zich richten op schoolgebouwen op één schoolvestiging ;
- 2° een beschrijving van de voorgestelde werken indienen;
- 3° de uit te voeren werken, met inbegrip van uitbreidingen en nieuwbouw, voldoen aan de fysieke en financiële normen die zijn vastgelegd in artikel 2 van dit decreet;
- 4° in voorkomend geval, zich ertoe verbinden om alle asbesttoepassingen die door of tijdens de gesubsidieerde werken worden aangetast, te verwijderen overeenkomstig het asbestinventarisatie- en beheersprogramma dat is opgesteld overeenkomstig boek VI - Titel 3 van het Wetboek voor welzijn op het werk. De Regering bepaalt in welk stadium dit bewijs moet worden geleverd en wat de nadere regels van deze voorwaarde zijn;
- 5° zich ertoe verbinden de impact op het milieu van het (de) gebouw(en) dat (die) gesubsidieerd wordt (worden) te beoordelen met behulp van het instrument dat door de regering wordt verstrekt op het moment van de subsidiabiliteitsovereenkomst (totem):

- i. in hun huidige staat en
- ii. in hun gesloopte staat, indien van toepassing, en
- iii. in hun geplande staat, inclusief het nieuwe project in het geval van wederopbouw.

De kandidaat moet een bewijs van deze volledige beoordeling overleggen. De Regering bepaalt in welk stadium dit bewijs moet worden geleverd en wat de nadere regels van deze voorwaarde zijn;

6° bij de installatie of vervanging van verwarmingssystemen zal de begunstigde de voorkeur geven aan koolstofarme systemen. Onder koolstofarme installatie wordt verstaan geen fossiele brandstoffen te gebruiken zoals olie, kolen of gas als brandstof. Als dit om technische en/of financiële redenen niet mogelijk is, kan een afwijking worden aangevraagd. De regering bepaalt de nadere regels en de voorwaarden voor deze afwijking;

7° indien van toepassing, in het geval van vervanging van een verwarmingssysteem, zich ertoe verbinden een gestandaardiseerde energieboekhouding bij te houden voor het gebouw waarop de subsidie betrekking heeft en het bewijs te leveren dat aan de eisen wordt voldaan. Onder gestandaardiseerde energieboekhouding wordt verstaan een beheersinstrument uitgedrukt in graaddagen op een 15/15-basis, dat gebruikt wordt om verbruiksgegevens van verwarmingsinstallaties voor een kalenderjaar dagelijks te registreren, verwerken en analyseren, om wijzigingen in het verbruik te controleren. De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en op welke wijze aan deze voorwaarde moet worden voldaan;

8° indien van toepassing, aantonen dat bij het ontwerp van het project rekening is gehouden met de genderdimensie. De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en op welke wijze aan deze voorwaarde moet worden voldaan;

9° indien van toepassing, voor het onderwijs waarop de gemeenschappelijke kern betrekking heeft, en op voorwaarde dat het ingediende dossier betrekking heeft op een globale renovatie of bouw of wederopbouw van, of veranderingen aan de lokalen waarop het technisch, technologisch en digitaal onderwijs, het cultureel en kunstonderwijs en/of de differentiatie- en gepersonaliseerde ondersteuningsprogramma's betrekking hebben: zich ertoe verbinden een infrastructureel kader (lokalen/uitrusting) te voorzien dat geschikt is voor het inzetten van manuele technische, technologische en digitale opleidingen, cultureel en artistiek onderwijs, en/of differentiatie- en gepersonaliseerde ondersteuningsprogramma's, noodzakelijk voor de implementatie van de gemeenschappelijke kern zoals bedoeld in het wetboek voor het Onderwijs op infrastructuurniveau.

De Regering bepaalt het stadium waarin het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en de nadere regels van deze voorwaarde, afhankelijk van het soort werk;

10° indien van toepassing, zich ertoe verbinden werken uit te voeren om een gebouw op te leveren dat voldoet aan de connectiviteitseisen door in het project, afhankelijk van het soort werk, een bekabelde en/of draadloze verbinding op te nemen voor alle onderwijsruimten, die door de regering gecontroleerd zal worden. De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en op welke wijze aan deze voorwaarde moet worden voldaan;

11° indien van toepassing, zich ertoe verbinden een toegankelijkheidsaudit te laten uitvoeren op basis van het voorontwerp en werken uit te voeren om een schoolgebouw te realiseren dat geschikt is voor mensen met beperkte mobiliteit en voor inclusief onderwijs. De werken om de infrastructuur aan te passen zullen de aanbevelingen van de audit volgen, voor zover het de delen van het gebouw betreft die door de werken beïnvloed worden, tenzij een technische of financiële afwijking naar behoren gerechtvaardigd is tegenover de Regering. De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en op welke wijze aan deze voorwaarde moet worden voldaan;

12° zich ertoe verbinden een snelle hergebruiksaudit in te dienen. Onder snelle hergebruiksaudit wordt verstaan het opmaken van de inventaris van materialen die in het gebouw of de vestigingsplaats kunnen worden hergebruikt. Indien uit deze hergebruiksaudit een potentieel voor hergebruik blijkt, moet worden toegezegd dat ten minste 5% (in gewicht) van de materialen met dit potentieel zal worden hergebruikt. Deze voorwaarde is niet van toepassing als er geen deconstructie is. Onder deconstructie wordt verstaan de sloop van een gebouw of deconstructie van muren met warmteverlies, zodat alleen het structurele geraamte overblijft. De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en op welke wijze aan deze voorwaarde moet worden voldaan;

13° zich ertoe verbinden de gemineraliseerde oppervlakte niet te vergroten, behalve in het geval van een toename van de bebouwde oppervlakte van scholen, en de vergroening en herbegroeiing van de ruimten aan te moedigen. De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en op welke wijze aan deze voorwaarde moet worden voldaan;

14° In voorkomend geval, in geval van werken ter verbetering van de energieprestaties van het gebouw, behalve uitsluitend in het geval van dakwerken; zich ertoe verbinden een goedgekeurde energie-audit in te dienen en rekening te houden met de conclusies van deze audit betreffende het te renoveren gebouw, en met name de volgorde waarin de werken aan het gebouw moeten worden uitgevoerd.

De energie-audit moet voldoen aan de regionale vereisten en moet worden uitgevoerd door een erkende auditor in overeenstemming met de regionale wet- en regelgeving. De audit moet bijgehouden worden, d.w.z. het (de) gebouw(en) mag (mogen) geen werken hebben ondergaan die de energieprestatie beïnvloeden sinds de audit werd uitgevoerd.

Als het voor de begunstigde om technische of financiële redenen onmogelijk is om aan de auditaanbevelingen te voldoen, moet de begunstigde dit rechtvaardigen tegenover de regering, die zal beslissen of er een afwijking wordt verleend.

De Regering bepaalt in welk stadium het bewijs van naleving van deze voorwaarde moet worden geleverd en de nadere regels van deze voorwaarde en eventuele afwijkingen;

15° in voorkomend geval, voor de opbouw en wederopbouw van het gewoon verplicht onderwijs; zich ertoe verbinden de inrichting of de oprichting mogelijk te maken van een autonome infrastructuur voor de organisatie van ofwel het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, het basisonderwijs of het pedagogische continuüm van de gemeenschappelijke kern, waarin ten minste leerlingen van M3 (of P1) tot S3, of de lagere graad van het secundair onderwijs (S1 tot S3) worden samengebracht, of de hogere graad van het secundair onderwijs (S4 tot S6), in functioneel autonome gebouwen, zonder evenwel de mogelijkheid uit te sluiten om bepaalde specifieke lokalen samen te voegen die geen afbreuk doen aan de educatieve en functionele autonomie van de inrichtingen, tenzij een technische, financiële of organisatorische afwijking wordt toegestaan en naar behoren gemotiveerd aan de Regering. De regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze verplichting;

16° in voorkomend geval, voor de algemene renovaties van het gewoon verplicht onderwijs; zich ertoe verbinden de mogelijkheid te overwegen om een autonome infrastructuur te ontwikkelen of op te richten voor de organisatie van ofwel het kleuter-, lager- of basisonderwijs, ofwel het pedagogisch continuüm van de gemeenschappelijke kern, waarin ten minste leerlingen van M3 (of P1) tot S3, of lagere graad van het secundair onderwijs (S1 tot S3), of hogere graad van het secundair onderwijs (S4 tot S6), in functioneel autonome gebouwen, zonder echter de mogelijkheid uit te sluiten om bepaalde specifieke lokalen die de educatieve en functionele autonomie van de scholen niet aantasten, samen te voegen. In het geval van niet-uitvoering moet de begunstigde een motiveringsnota indienen waarin de factoren worden vermeld die de uitvoering verhinderen. Deze rechtvaardigingen kunnen van technische, financiële of organisatorische aard zijn.

Als niet wordt voldaan aan de subsidiabiliteitsvoorwaarden die op het moment van de aanvraag of in een later stadium worden gecontroleerd, wordt de prioriteitsvereenkomst ingetrokken. ».

Art. 15. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/12. Onverminderd artikel 8/15 moet de begunstigde een zakelijk recht hebben op het gebouw dat het voorwerp is van de subsidie voor een periode van minstens 30 jaar vanaf de datum van het vaste akkoord over de gunning.

In afwijking van het eerste lid kan het zakelijk recht worden gehouden door of overgedragen aan een vereniging van gemeenten, een intercommunale, een openbare vennootschap voor het beheer van openbare gebouwen of een vastgoedvennootschap voor het beheer van schoolgebouwen, op voorwaarde dat de hoofdbegunstigde van de subsidie de inrichtende macht blijft. De hoofdbegunstigde kan deze subsidie overdragen aan de houder van het zakelijke recht, onverminderd de verplichtingen van deze regeling en zonder dat dit gevolgen heeft voor de financiële en administratieve betrekkingen met de Franse Gemeenschap. ».

Art. 16. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/13 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/13. De begunstigde van de subsidie moet aan de volgende verplichtingen voldoen:

1° gedurende een periode van 30 jaar vanaf de datum van het vaste akkoord over de gunning een schoolopdracht in het gebouw behouden dat krachtens dit decreet werd gesubsidieerd;

2° de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten naleven en milieu-, sociale en ethische clausules in de overheidsopdrachten voor werken opnemen. De regering bepaalt de nadere regels voor deze voorwaarde;

3° voor de begunstigden van het mechanisme voor structurerende werken; in voorkomend geval, uiterlijk in het stadium van het principeakkoord over het project, het bewijs voor van de openbare aanbesteding van de dienstenverleningsopdracht met betrekking tot de aanstelling van de projectauteur bedoeld in artikel 8/36, zesde lid, en de gemotiveerde gunningsbeslissing, waarvan de nadere regels door de Regering worden bepaald;

4° aan de communicatie-, informatie- en publiciteitsverplichtingen voldoen, met betrekking tot de financiële steun van de Franse Gemeenschap. De regering bepaalt de nadere regels voor deze verplichtingen;

5° in het geval van een globale renovatie, nieuwbouw of reconstructie als onderdeel van het mechanisme voor structurerende werken, ervoor zorgen dat, in gevallen waarin de naam wordt gebruikt die naar personen verwijst en die niet verbonden is met de namen van de leerkrachten, er pariteit is tussen mannen en vrouwen bij de naamgeving van lokalen en klaslokalen binnen het gebouw dat de subsidie ontvangt. De namen die aan deze lokalen zijn toegewezen, worden zichtbaar en permanent bij de ingang van het lokaal weergegeven;

6° ingaan op elk verzoek van de Franse Gemeenschap om haar in staat te stellen het gebruik van de ontvangen financiële steun te controleren gedurende een periode van 30 jaar vanaf de datum van het vaste akkoord over de gunning. ».

Art. 17. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/14 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/14. De begunstigde van de subsidie is verplicht, gedurende een periode van 30 jaar vanaf het vaste akkoord over de gunning, toestemming te vragen aan de regering wanneer :

1° het gebruik of de bestemming van de schoolgebouwen waarvoor de werken met behulp van de subsidie zijn uitgevoerd, geheel of gedeeltelijk wordt gewijzigd en/of ;

2° de rechten van eigendom, genot, gebruik of bewoning van deze gebouwen kosteloos of tegen betaling worden overgedragen, onverminderd artikel 8/12.

De toestemming van de Regering wordt verleend onverminderd de toepassing van artikel 8/16 van dit reglement. ».

Art. 18. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/15 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/15. Onverminderd de artikelen 8/14 en 8/16, en gedurende een periode van 30 jaar vanaf de datum van het vaste akkoord over de gunning, kan in geval van overdracht van het zakelijke recht of de eigendom van een gebouw waarvoor een subsidie wordt toegekend krachtens dit decreet, elke inrichtende macht, ongeacht het net waartoe het behoort, de betrokken publiekrechtelijke maatschappij voor het beheer van schoolgebouwen, of elke operator bedoeld in artikel 8/12 van deze regeling, het genoemde gebouw verwerven, hetzij tegen de door de partijen vastgestelde waarde, hetzij door voorkoop tegen de door een derde-koper geboden prijs, hetzij tegen de maximumwaarde vastgesteld door het Aankoopcomité of de ontvanger van de registratie. Deze mogelijkheid mag alleen worden uitgeoefend om het gebruik van het vervreemde gebouw voor schooldoeleinden te behouden.

De regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit recht van voorkoop. ».

Art. 19. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/16 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/16. § 1. De subsidieontvangers waarvan de schoolgebouwen op grond van dit decreet een subsidie hebben ontvangen en waarvan de schoolbestemming niet meer wordt vervuld en/of de gebouwen worden vervreemd, betalen de subsidie terug.

Het bedrag van het deel van de subsidie dat moet worden terugbetaald voor lokalen die hun onderwijsfunctie hebben verloren of die zijn overgedragen zouden geweest zijn, wordt bepaald op basis van het aantal m² dat buiten gebruik is gesteld, verminderd met het aantal jaren dat het pand in gebruik is geweest.

Elk bezettingsjaar zal een dertigste van het subsidiebedrag bedragen.

§ 2. De begunstigde betaalt de subsidie niet terug als :

- de lokalen hun educatieve bestemming hebben verloren door omstandigheden waarop zij geen invloed hebben, of

- de schoolopdracht door een door de Franse Gemeenschap erkende school wordt gehandhaafd..

De regering beslist over het bedrag van de terugvordering van de subsidie op basis van de door de begunstigde verstrekte informatie.

§ 3. Als de begunstigde niet terugbetaalt, wordt de Franse Gemeenschap terugbetaald door middel van de volgende verrichtingen in de volgorde waarin ze zijn aangegeven:

- 1° aftrek van de exploitatiesubsidies vanwege de school die het gebouw in gebruik heeft;
- 2° aftrek van exploitatiesubsidies die verschuldigd zijn aan andere scholen die onder dezelfde inrichtende macht vallen ;
- 3° inning door de bevoegde administratie van de FOD Financiën op het vermogen van de inrichtende macht met de hulp van een deskundige die daartoe door de Regering wordt aangesteld. ».

Art. 20. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/17 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/17. In geval van niet-naleving van een van de verplichtingen die in deze afdeling worden uiteengezet, is de begunstigde verplicht om de subsidie geheel of gedeeltelijk terug te betalen.

Intussen zijn latere subsidieaanvragen van dezelfde inrichtende macht niet ontvankelijk zolang de aanvrager zijn verplichtingen niet nakomt. ».

Art. 21. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/18 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/18. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de vereffening per schijven van de subsidie, die in 4 schijven wordt betaald:

- 1° 40 procent op de opdracht om met de werken te beginnen;
- 2° 30 procent wanneer 40 procent van de werken voltooid zijn;
- 3° 20 procent wanneer 70 procent van de werken voltooid zijn;
- 4° 10 procent, d.w.z. het saldo in de eindafrekening.

De Regering stelt de documenten vast van de vereffeningaanvraag. Indien de in het genoemde besluit bedoelde documenten niet worden overgelegd, wordt de subsidie niet uitbetaald. ».

Art. 22. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/19 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/19. In afwijking van artikel 8/18 wordt, in het kader van het mechanisme voor de structurerende werken, de subsidie van een inrichtende macht die haar project financiert door middel van alternatieve financiering, zoals een publiek-private samenwerking of een energieprestatiecontract, op jaarbasis uitbetaald, gespreid over de duur van het financieringscontract.

Het subsidiebedrag wordt uitsluitend berekend op basis van de kosten van de gedane investeringen, d.w.z. exclusief financierings-, onderhouds- en andere gerelateerde kosten die verband houden met het door de inrichtende macht gekozen financieringsmechanisme. ».

Art. 23. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 8/20 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/20. Om in aanmerking te komen voor een subsidie van meer dan 446.189 euro geïndexeerd aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar en aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2023, moet een inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs, met uitzondering van de inrichtende machten die een instelling voor hoger onderwijs organiseren, de eigendom overdragen of laten overdragen door de eigenaar indien deze niet zelf de eigenaar is, zonder vergoeding, het zakelijk recht van de schoolgebouwen die van de huidige regeling zullen genieten, overdragen aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opgericht in de vorm van een VZW, gemeenschappelijk voor alle eigenaars van scholen van dezelfde aard, hetzij uniek voor de Gemeenschap, hetzij opgericht in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in elke provincie van het Waalse Gewest, en dit voor een periode van ten minste 30 jaar vanaf de datum van toekenning van het vaste akkoord over de gunning.

Elke maatschappij voor vermogensbeheer heeft als enig doel de overgedragen activa te gebruiken voor onderwijs en vestigt zijn maatschappelijke zetel binnen zijn ambtsgebied. De maatschappij voor vermogensbeheer mag alleen gebouwen vervreemden die door de inrichtende machten om onderwijsdoeleinden buiten gebruik zijn gesteld en gebruikt de opbrengst van de verkoop voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van activa om onderwijsdoeleinden.

Elk van deze maatschappijen wordt gecontroleerd door een regeringscommissaris die door de regering is benoemd. De regeringscommissaris heeft als opdracht na te gaan of de door de maatschappij beheerde gebouwen om schooldoeleinden worden gebruikt. Voor elke vervreemding van een gebouw dat in het kader van deze regeling subsidie heeft ontvangen, is zijn goedkeuring vereist.

In geval van ontbinding worden hun vermogen kosteloos overgedragen aan een andere vennootschap van dezelfde aard die voldoet aan de in dit artikel gedefinieerde voorwaarden. De regeringscommissaris heeft een vetorecht tegen de beslissingen die in strijd met de op deze VZW's toepasselijke wettelijke bepalingen worden genomen over de bestemming van de overgedragen gebouwen voor het onderwijs. ».

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt in afdeling II, ingevoegd bij artikel 9, een onderafdeling II ingevoegd, luidend als volgt : "Onderafdeling II. Specifieke bepalingen voor het mechanisme met betrekking tot niet-structurerende of eenmalige werken".

Art. 25. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/21 ingevoegd, luidend als volgt :

- « Artikel 8/21. § 1. De stappen in de procedure voor het indienen en controleren van dossiers volgen hierna :
- 1° a) indiening van de kandidatuur nadat de regering de richtlijnen heeft goedgekeurd of gewijzigd ;
 - b) in voorkomend geval, het verlenen van een prioriteitsakkoord ;
 - 2° a) indiening van het dossier in het stadium van de gunning van de opdracht ;
 - b) indien van toepassing, het verlenen van een vast akkoord over de gunning. Dit akkoord houdt de machtiging in om de overheidsopdracht voor werken aan de gekozen inschrijver(s) aan te melden;
 - 3° indiening van aanvragen voor de vereffening van de subsidie en van de eindafrekening.

§ 2. In het kader van dit mechanisme kan geen kandidatuur worden ingediend voor een dossier dat reeds een toezegging of een subsidieovereenkomst geniet voor hetzelfde doel van werken, in welk stadium dan ook, in het kader van het mechanisme in verband met de structurende werken.

§ 3. De begunstigde verliest alle rechten op de subsidie indien hij de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken aanmeldt voordat de regering haar vaste akkoord over de gunning heeft gegeven.

De regering kan evenwel afwijkingen toestaan op basis van een met redenen omkleed verzoek van de begunstigde. Dit verzoek om een afwijking kan alleen worden gedaan in het kader van werkend met een uiterst dringend karakter en op voorwaarde dat de regering schriftelijk toestemming heeft gegeven om met de werken te beginnen.

Deze afwijkingen zijn bedoeld om het recht op subsidies te behouden, maar vormen geen vaste verbintenis van de regering om in te grijpen.

De Regering stelt de procedures vast voor het indienen van aanvragen om afwijking en voor het verlenen van afwijkingen. ».

Art. 26. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/22 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/22. De regering bepaalt :

1° de nadere regels voor de indiening en onderzoek van subsidieaanvragen voor elk van de in artikel 8/21, § 1, bedoelde fasen, met inbegrip van de in acht te nemen termijnen en de mogelijkheid om van deze termijnen af te wijken ;

2° de documenten of gegevens die moeten worden verstrekt om de Franse Gemeenschap in staat te stellen de kandidaturen en dossiers te controleren, met dien verstande dat de bestuurshandelingen met individuele overeenkomsten aanvullende documenten kunnen nader bepalen. ».

Art. 27. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/23 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/23. § 1. In geval van onvoldoende middelen binnen dit mechanisme, en dit afzonderlijk voor het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, het niet-confessioneel vrij onderwijs, de Onderwijsraad van de gemeenten en provincies en de Raad van de inrichtende machten van het Gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs, worden de dossiers geprioriteerd op basis van het prioriteringsinstrument dat door de regering is opgesteld.

Dit prioriteringsinstrument houdt rekening met de volgende prioriteiten:

1° werken om problemen met stabiliteit/brandveiligheid op te lossen;

2° werken om een huisvestingsprobleem op te lossen dat in het gedrang kwam door de vervallen staat van de schoolgebouwen;

3° werken om een gezondheids- en/of hygiëneprobleem op te lossen;

4° werken om een probleem van ongeschiktheid of toegankelijkheid van de infrastructuur op te lossen (mensen met beperkte mobiliteit);

Op basis van de hierboven vermelde prioriteiten en opgenomen in het betrokken dossier wordt voor elk ingediend dossier een prioriteitsindex vastgesteld.

Prioritering houdt rekening met de anciënniteit van het ingediende dossier, met behulp van een anciënniteitsindex.

Met deze criteria kan het platform een zelfscore definiëren op basis van de codering die door de betrokken inrichtende macht is uitgevoerd en de anciënniteitsindex. De codering die door de inrichtende machten wordt uitgevoerd, wordt gecontroleerd door de regering, die deze naar beneden kan bijstellen als blijkt dat bepaalde gegevens niet correct zijn. De zelfscore mag niet naar boven worden bijgesteld door de Regering, behalve om deze aan te passen via de anciënniteitsindex of om het dossier bij te werken door de inrichtende macht naar aanleiding van gebeurtenissen buiten haar wil, zoals, in het bijzonder, de verslechtering van het gebouw tijdens de wachtperiode of een natuurlijke gebeurtenis, of de goedkeuring van nieuwe normen. De zelfscore kan worden herzien zolang het betrokken dossier geen prioriteitsgoedkeuring heeft gekregen.

De regering bepaalt de definitie en de inhoud van de prioriteiten en voorwaarden die hierboven worden opgesomd.

§ 2. In het geval van een gelijke stand, na toepassing van de criteria in § 1, worden de dossiers gerangschikt op basis van de volgende criteria:

1° degene die de meeste punten heeft behaald voor prioriteitscriterium 1° ;

2° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 1, de persoon die de meeste punten voor prioriteitscriterium 2 heeft behaald;

3° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 2, de persoon die de meeste punten voor prioriteitscriterium 3 heeft behaald;

4° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 3, de persoon die de meeste punten voor prioriteitscriterium 4 heeft behaald;

5° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 4, het oudste gebouw.

§ 3. Als er niet genoeg krediet in de betrokken envelop is om het laatste dossier in volgorde te financieren, d.w.z. :

- indien de beschikbare middelen meer dan 50% van het bedrag van de geraamde subsidie bedragen, wordt het tekort gepakt op de begroting voor de volgende periode van zes maanden;

- als de beschikbare middelen minder dan 50% van het bedrag van de geraamde subsidie bedragen, worden de resterende middelen als subsidie aan de betrokken begunstigde aangeboden. Als de begunstigde aanvaardt, wordt dit bedrag het subsidiebedrag; als de begunstigde weigert, wordt het saldo van het beschikbare budget niet gebruikt en wordt het dossier niet geselecteerd en blijft deze op de wachtlijst staan.

§ 4. Als niet aan de prioriteringscriteria wordt voldaan, en met name als de oorspronkelijk aangegeven werken niet worden uitgevoerd, die in een later stadium dan de indiening van de kandidatuur worden gecontroleerd, wordt de prioriteringsindex die wordt gebruikt om de dossiers te rangschikken, opnieuw berekend.

Als de herberekende index resulteert in een index die lager is dan de index van het eerste dossier dat niet in de nuttige volgorde is gerangschikt, wanneer het genoemde dossier wordt geselecteerd, wordt de subsidie van de begunstigde ingetrokken. De middelen die op deze manier vrijkomen, worden beschikbaar gesteld aan het mechanisme. ».

Art. 28. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/24 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/24. § 1. Op basis van de prioriteringsindex bedoeld in artikel 8/23 stelt de Regering twee keer per jaar een lijst op van in aanmerking komende en geprioriteerde dossiers voor het confessioneel vrij onderwijs, het niet-confessioneel vrij onderwijs, de Onderwijsraad van de Gemeenten en Provincies en de Raad van Inrichtende machten van het Gesubsidieerd Neutraal Officieel Onderwijs, zoals bedoeld in de hoofdstukken III en IIIbis.

Deze rangschikkingen houden voor het eerste, van het betrokken jaar, rekening met alle dossiers die op 15 februari van elk jaar zijn ingediend en volledig zijn in het stadium bedoeld in artikel 8/21, § 1, 1^o, a), en voor het tweede, op 15 augustus van elk jaar.

§ 2. De lijsten van in aanmerking komende en geprioriteerde dossiers worden voorgelegd aan de Regering, die de rangorde van de dossiers vaststelt en prioriteit toekent aan de dossiers die in de juiste volgorde zijn gerangschikt, en dit uiterlijk drie maanden na de datum waarop de in § 1, eerste lid, bedoelde lijsten van in aanmerking komende dossiers zijn opgesteld.

§ 3. Bij de eerste rangschikking van elk jaar wordt vijftig procent van de beschikbare middelen voor dit mechanisme vrijgemaakt.

Bij de tweede rangschikking van elk jaar wordt het saldo van de beschikbare middelen voor dit mechanisme vrijgemaakt.

§ 4. Bij de vaststelling van elke rangschikking wordt een bedrag gelijk aan 10% van het budget dat voor die rangschikking wordt gebruikt, niet toegekend om een eventuele verhoging van de subsidie, zoals bepaald in artikel 8/29, vierde lid, 2^o, mogelijk te maken.

Zodra alle vaste akkoorden over gunning voor alle dossiers van dezelfde rangschikking zijn toegekend, worden eventuele overtollige middelen als gevolg van het afzien van aanvragen, een verlaging van het subsidiebedrag of een overschot op de begrotingsmarge, zoals bepaald in het vorige lid, teruggestort in de totale begroting voor dit mechanisme. ».

Art. 29. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/25 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/25. - § 1. Elk jaar, en onverminderd artikel 8/24, § 4, wordt een bedrag gelijk aan 10 procent van de begrotingsenveloppe aan dit mechanisme tot 30 september beschikbaar gehouden om de verwerking van uiterst dringende gevallen mogelijk te maken.

De regering bepaalt het begrip van dringende noodzakelijkheid.

§ 2. Als de middelen bedoeld in § 1 niet voor uiterst dringende dossiers worden aangevraagd, worden ze op 1 oktober van elk jaar opnieuw toegewezen aan de algemene begroting. ».

Art. 30. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/26 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/26. In afwijking van artikel 8/24 wordt voorrang gegeven aan aanvragen die worden ingediend in verband met de toewijzing van middelen aan scholen met een lage bezettingsgraad en aan scholen waarvan is vastgesteld dat zij een aanzienlijke prestatieachterstand hebben ten opzichte van het gemiddelde van de vergeleken scholen en een aanpassingsplan moeten opstellen overeenkomstig de artikelen 1.5.2-13 en 1.5.2-16 van het Wetboek voor het onderwijs.

De regering definieert het begrip "vestigingsplaats met een lage bezettingsgraad" en de procedures voor het doorgeven van gegevens over de in dit lid bedoelde vestigingsplaatsen aan de regering. De dossiers geselecteerd op basis van de prioriteiten bepaald in deze paragraaf komen ten laste van de begroting van het net of de federatie van inrichtende machten waartoe de begunstigde instelling behoort.

In afwijking van artikel 8/28 van dit decreet met betrekking tot het financieringspercentage, worden dossiers die op grond van deze bepaling zijn geselecteerd, gesubsidieerd voor 100% van het investeringsbedrag, tot een maximum van 750.000 euro per vestigingsplaats.

Jaarlijks vertegenwoordigen de dossiers die prioriteit krijgen onder dit artikel een maximum van 4.000.000 euro, inclusief dossiers voor alle netten. De middelen die nodig zijn voor de financiering van deze dossiers komen uit de financiële middelen waarin is voorzien in de artikelen 5, 7 en 8/3, afhankelijk van het net of de federatie van inrichtende machten waaruit de betreffende dossiers voortkomen.

Als er onvoldoende middelen worden toegewezen aan de inrichtingen die onder dit artikel vallen, worden de dossiers geprioriteerd op basis van het prioriteringsinstrument waarin artikel 8/23 voorziet.

Het bedrag bedoeld in het vierde lid wordt aangepast aan de algemene consumentenprijsindex op 1 januari van het desbetreffende jaar, op basis van de algemene consumentenprijsindex op 1 januari 2017."

Art. 31. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/27 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/27. - § 1. Dezelfde vestigingsplaats kan alleen steun krijgen via het mechanisme voor niet-structurerende of eenmalige werken gedurende een periode van 5 jaar vanaf de datum van het vaste akkoord over gunning.

§ 2. In afwijking van § 1 kan een aanvraag die in het kader van een procedure voor uiterst dringende gevallen wordt ingediend, zelfs via dit mechanisme worden gefinancierd indien de vestiging in kwestie binnen de in § 1 bedoelde periode van 5 jaar reeds van dit mechanisme heeft genoten. ».

Art. 32. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/28 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/28. De financiële bijdrage van de Franse Gemeenschap aan het mechanisme voor niet-structurerende of eenmalige werken is vastgesteld op 65% van het totale investeringsbedrag per subsidiabel project.

In afwijking van het eerste lid wordt de financiële bijdrage van de Franse Gemeenschap verhoogd met 10 procent voor de vestigingen die genieten van een gedifferentieerde begeleiding in klas 1, 2 of 3 overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerd kader in de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om te garanderen dat elke leerling gelijke kansen heeft op maatschappelijke emancipatie in een kwaliteitsvolle onderwijsomgeving. ».

Art. 33. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling II, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 8/29 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/29. De subsidie wordt berekend op het subsidiabele bedrag van de investering.

Het subsidiabele bedrag van de investering omvat de subsidiabele werken, de belasting op de toegevoegde waarde en de algemene kosten.

In het geval van een schadedossier zal het bedrag van de verzekeringsbijdrage en/of enig ander steunmechanisme van de kosten van de werken worden afgetrokken.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend in het stadium bedoeld in artikel 8/21, § 1, 1^o, a). Dit is het voorlopige bedrag van de subsidie.

Indien van toepassing zal het bedrag :

1^o verminderd worden in het stadium bedoeld in artikel 8/21, § 1, 2^o, b), naargelang het resultaat van de gunning van de opdracht voor werken, om overeen te stemmen met het bedrag van de gekozen offerte vermenigvuldigd met het subsidiepercentage;

2^o verhoogd worden met maximaal 10 procent in het stadium bedoeld in artikel *invicies* 8/21, § 1, 2^o, b), afhankelijk van het resultaat van de gunning van de opdracht voor werken in geval van verhoging van het bedrag van de bij de aanvraag ingediende raming.

De algemene kosten bedragen 8 procent van het bedrag van de subsidieerbare werken, inclusief btw. Onder algemene kosten wordt verstaan de honoraria van architecten, ingenieurs-adviseurs, deskundigen van het ontwerp-bureau, gezondheids- en veiligheidscoördinatoren en/of EPB-adviseurs. »

Art. 34. In hetzelfde decreet wordt in afdeling II, ingevoegd bij artikel 9, een onderafdeling III ingevoegd, luidend als volgt : "Onderafdeling III. Specifieke bepalingen voor het mechanisme "structurelerende werken".

Art. 35. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/30 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/30. § 1. De stappen in de procedure voor het indienen en controleren van dossiers volgen hierna :

1^o a) indiening van de kandidatuur nadat de regering de richtlijnen heeft goedgekeurd of gewijzigd

b) in voorkomend geval, het verlenen van een prioriteitsakkoord ;

2^o a) indiening van het dossier in de projectfase ;

b) in voorkomend geval, het verlenen van een principeakkoord over het project;

3^o a) indiening van het dossier in het stadium van de gunning van de opdracht ;

b) in voorkomend geval het verlenen van een vast akkoord over gunning. Dit akkoord houdt de machtiging in om de overheidsopdracht voor werken aan de gekozen inschrijver(s) aan te melden;

4^o indiening van aanvragen voor uitbetaling van de subsidie en de eindafrekening.

§ 2. Dossiers die onder dit mechanisme worden ingediend, kunnen meerdere werkfasen omvatten, verspreid over één of meerdere jaren. In dit geval wordt het prioriteitsakkoord gegeven aan het totale project en worden de volgende fasen fase voor fase behandeld.

§ 3. Het indienen van een kandidatuur in het kader van dit mechanisme is niet toegestaan voor een dossier dat al een subsidietoezegging of -overeenkomst voor hetzelfde doel van werken geniet, in welk stadium dan ook, in het kader van het financieringsmechanisme geregeld door het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht.

§ 4. De begunstigde verliest alle rechten op de subsidie indien hij de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken aanmeldt voordat de regering haar vaste akkoord over de gunning heeft gegeven.

De regering kan evenwel afwijkingen toestaan op basis van een met redenen omkleed verzoek van de begunstigde. Dit verzoek om een afwijking kan alleen worden gedaan in het kader van werkend met een uiterst dringend karakter en op voorwaarde dat de regering schriftelijk toestemming heeft gegeven om met de werken te beginnen.

Deze afwijkingen zijn bedoeld om het recht op subsidies te behouden, maar vormen geen vaste verbintenis van de regering om in te grijpen.

De Regering stelt de procedures vast voor het indienen van aanvragen om afwijking en voor het verlenen van afwijkingen.

§ 5. Er worden opvolgingsvergaderingen gehouden met de begunstigde om het project te volgen vanaf het moment dat de prioriteit wordt toegekend totdat de subsidie wordt uitbetaald.

Met deze vergaderingen kan de regering :

1^o controleren of de begunstigde van de subsidie voldoet aan de verplichtingen van dit mechanisme, de subsidiabiliteitsvoorwaarden en, indien van toepassing, de criteria voor projectprioritering;

2^o en alle nuttige expertise over schoolbouw aan de begunstigde van de subsidie verstrekken.

Bij deze vergaderingen is ten minste één vertegenwoordiger van de regering, van de begunstigde en, indien van toepassing, van de initiatiefnemer van het project betrokken. Indien de betrokken inrichtende macht dit wenst, mag ook een vertegenwoordiger van haar federatie van inrichtende machten de vergaderingen bijwonen.

De regering waardeert de manier waarop deze vergadering is georganiseerd en gehouden. Als de regering van mening is dat deze vergadering niet nodig is op basis van de informatie in het dossier, zal dit geen afbreuk doen aan het dossier van de verzoeker. ».

Art. 36. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/31 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/31. De regering bepaalt :

1° de nadere regels voor de indiening en onderzoek van subsidieaanvragen voor elk van de in artikel 8/30, § 1, bedoelde fasen, met inbegrip van de in acht te nemen termijnen en de mogelijkheid om van deze termijnen af te wijken ;

2° de documenten of gegevens die moeten worden verstrekt om de Franse Gemeenschap in staat te stellen de kandidaturen en dossiers te controleren, met dien verstande dat de bestuurshandelingen met individuele overeenkomsten aanvullende documenten kunnen nader bepalen. ».

Art. 37. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/32 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/32. Onverminderd artikel 8/11 komen aanvragen in aanmerking indien zij bij de indiening van de aanvraag overeenkomstig artikel 8/30, § 1, 1°, a), voldoen aan alle volgende voorwaarden:

1° in geval van bouw of wederopbouw, zich ertoe verbinden de norm QZEN/NZEB min 20% te bereiken overeenkomstig de geldende gewestelijke reglementering, in een van de fasen bedoeld in artikel 8/30, § 1. De regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

2° zich ertoe verbinden om deel te nemen aan een proces, voor een van de fasen waarnaar verwezen wordt in artikel 8/30, § 1, van het delen van ruimte, en het bewijs leveren van dit proces (details van de lokalen van het project dat gedeeld kan worden, omliggende sociaal-culturele en sportieve context, ander type onderwijs, enz. of, in voorkomend geval, de redenen waarom dit niet uitgevoerd wordt. De regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

Onder ruimte delen wordt verstaan de bezetting van het gesubsidieerde schoolgebouw verhogen in de ruimten waar werken worden uitgevoerd:

- in tijd en in mensen,
- op regelmatige/herhaalde basis en
- buiten de schoolperiodes voor het betrokken onderwijs (schooluren).

De activiteiten gesubsidieerd overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, komen niet in aanmerking.

3° zich ertoe verbinden deel te nemen aan een proces, in een fase bedoeld in artikel 8/30, § 1, van samenwerking op het gebied van infrastructuur tussen netwerken of inrichtende machten en het bewijs leveren van dit proces (details over de lokalen van het samenwerkingsproject, de omringende schoolcontext, enz. of, in voorkomend geval, de redenen waarom dit niet uitgevoerd wordt. De regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde.

De niet-naleving van de subsidiabiliteitsvoorwaarden die geverifieerd zijn bij de kandidatuur of in een later stadium zoals bedoeld in artikel 8/30, § 1, zal leiden tot de intrekking van de subsidiabiliteitsovereenkomst. ».

Art. 38. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/33 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/33. § 1. Als er onvoldoende middelen zijn toegewezen aan dit mechanisme, en afzonderlijk voor het confessioneel vrij onderwijs, het niet-confessioneel vrij onderwijs, de Onderwijsraad van de gemeenten en provincies en de Raad van de inrichtende machten van het Gesubsidieerd Neutraal Officieel Onderwijs, zoals bedoeld in hoofdstuk III en IIIbis, worden de dossiers geprioriteerd op basis van de beoordeling van de staat van het gebouw of de gebouwen waarop de kandidatuur betrekking heeft.

De regering beslist over het instrument om de staat van het (de) gebouw(en) te beoordelen.

Dit instrument houdt rekening met de volgende factoren:

1. de staat van het (de) gebouw(en) waarop het project betrekking heeft;
2. de energiebalans van het (de) gebouw(en) waarop het project betrekking heeft;
3. de beschikbare ruimte op de vestigingsplaats waarop het project betrekking heeft;
4. de stedelijke context van het project (demografische verandering, stads- of plattelandsvernieuwing, enz.)

Prioritering houdt rekening met de anciënniteit van het ingediende dossier, met behulp van een anciënniteitsindex.

Met deze criteria kan het platform een zelfscore definiëren op basis van de codering die door de betrokken inrichtende macht is uitgevoerd en de anciënniteitsindex. De codering die door de inrichtende machten wordt uitgevoerd, wordt gecontroleerd door de regering, die deze naar beneden kan bijstellen als blijkt dat bepaalde gegevens niet correct zijn. De zelfscore mag niet naar boven worden bijgesteld door de Regering, behalve om deze aan te passen via de anciënniteitsindex of om het dossier bij te werken door de inrichtende macht naar aanleiding van gebeurtenissen buiten haar wil, zoals, in het bijzonder, de verslechtering van het gebouw tijdens de wachtperiode of een natuurlijke gebeurtenis, of de goedkeuring van nieuwe normen.

§ 2. In het geval van een gelijke stand na toepassing van het prioriteringscriterium bedoeld in § 1, worden de dossiers gerangschikt op basis van de volgende criteria:

1° degene die de meeste punten heeft behaald voor prioriteitscriterium 1° ;

2° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 1, de persoon die de meeste punten voor prioriteitscriterium 2 heeft behaald;

3° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 2, de persoon die de meeste punten voor prioriteitscriterium 3 heeft behaald;

4° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 3, de persoon die de meeste punten voor prioriteitscriterium 4 heeft behaald;

5° bij een gelijk aantal punten voor prioriteitscriterium 4, het oudste gebouw.

§ 3. Als er niet genoeg krediet in de betrokken envelop is om het laatste dossier in volgorde te financieren, d.w.z. :

o indien de beschikbare middelen meer dan 50% van het bedrag van de geraamde subsidie bedragen, wordt het tekort gepakt op de begroting voor de volgende periode van zes maanden;

o als de beschikbare middelen minder dan 50% van het bedrag van de geraamde subsidie bedragen, worden de resterende middelen als subsidie aan de betrokken begunstigde aangeboden. Als de begunstigde aanvaardt, wordt dit bedrag het subsidiebedrag; als de begunstigde weigert, wordt het saldo van het beschikbare budget niet gebruikt en wordt het dossier niet geselecteerd en blijft deze op de wachtlijst staan.

§ 4. De niet-naleving van het prioriteringscriterium, in het bijzonder het niet-uitvoeren van de werken vermeld in het beoordelingsinstrument, geverifieerd in een stadium na de indiening van de kandidatuur, zal leiden tot de herberekening van de prioriteringsindex die wordt gebruikt om de dossiers te rangschikken.

Als de herberekende index resulteert in een index die lager is dan de index van het eerste dossier dat niet in de nuttige volgorde is gerangschikt, wanneer het genoemde dossier wordt geselecteerd, wordt de subsidie van de begunstigde ingetrokken. De middelen die op deze manier vrijkomen, worden beschikbaar gesteld aan het mechanisme. ».

Art. 39. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/34 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/34. § 1. Op basis van de prioriteringsindex bedoeld in artikel 8/33 stelt de Regering twee keer per jaar een lijst op van in aanmerking komende en geprioriteerde dossiers voor het confessioneel vrij onderwijs, het niet-confessioneel vrij onderwijs, de Onderwijsraad van de Gemeenten en Provincies en de Raad van Inrichtende machten van het Gesubsidieerd Neutraal Officieel Onderwijs, zoals bedoeld in de hoofdstukken III en IIIbis.

Deze rangschikkingen houden voor het eerste, van het betrokken jaar, rekening met alle dossiers die op 15 februari van elk jaar zijn ingediend en volledig zijn in het stadium bedoeld in artikel 8/30, § 1, 1^o, a), en voor het tweede, op 15 augustus van elk jaar.

§ 2. De lijsten van in aanmerking komende en geprioriteerde dossiers worden voorgelegd aan de Regering, die de rangorde van de dossiers vaststelt en prioriteit toekent aan de dossiers die in de juiste volgorde zijn gerangschikt, op verzoek, uiterlijk drie maanden na de datum waarop de in § 1, eerste lid, bedoelde lijsten van in aanmerking komende dossiers zijn opgesteld.

§ 3. Bij de eerste rangschikking van elk jaar wordt vijftig procent van de beschikbare middelen voor dit mechanisme vrijgemaakt.

Bij de tweede rangschikking van elk jaar wordt het saldo van de beschikbare middelen voor dit mechanisme vrijgemaakt.

§ 4. Bij de vaststelling van elke rangschikking wordt een bedrag gelijk aan 10% van het budget dat voor die rangschikking wordt gebruikt, niet toegewezen om een eventuele verhoging van de subsidie, zoals bepaald in artikel 8/36, vijfde lid, 2^o, mogelijk te maken.

Zodra alle vaste akkoorden over gunning voor alle dossiers van dezelfde rangschikking worden toegekend, worden eventuele overtollige middelen als gevolg van het afzien van dossiers, een verlaging van het subsidiebedrag of een overschot op de begrotingsmarge, zoals bepaald in de vorige lid, teruggestort in de totale begroting voor dit mechanisme. ».

Art. 40. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/35 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/35. De financiële bijdrage van de Franse Gemeenschap aan het mechanisme voor structurerende werken is vastgesteld op 65% van het totale investeringsbedrag per subsidiabel project. »

Art. 41. In hetzelfde decreet, in de onderafdeling III, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel 8/36 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/36. De subsidie wordt berekend op het subsidiabele bedrag van de investering.

Het subsidiabele bedrag van de investering omvat de subsidiabele werken, de belasting op de toegevoegde waarde en de algemene kosten.

In het geval van een schadedossier zal het bedrag van de verzekeringsbijdrage en/of enig ander steunmechanisme van de kosten van de werken worden afgetrokken.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend in het stadium bedoeld in artikel 8/30, § 1, 1^o, a). Dit is het voorlopige bedrag van de subsidie.

Indien van toepassing zal het bedrag :

1^o verminderd worden in de fase bedoeld in artikel 8/30, § 1, 3^o, b), afhankelijk van het resultaat van de gunning van de opdracht voor werken, om overeen te stemmen met het bedrag van de geselecteerde offerte vermenigvuldigd met het subsidiepercentage;

2^o verhoogd worden met maximaal 10 procent in de fase bedoeld in artikel 8/30, § 1, 3^o, b), afhankelijk van het resultaat van de gunning van de opdracht voor werken in geval van verhoging van het bedrag van de bij de aanvraag ingediende raming.

De algemene kosten bedragen 10 procent van het bedrag van de te subsidiëren werken, inclusief de belasting op toegevoegde waarde, als de aanvrager bij de fase bedoeld in artikel 8/30, § 1, 1^o, a), van plan is een projectauteur aan te stellen in het kader van een overheidsopdracht voor diensten. Ze worden verlaagd naar 8% als er geen aangewezen projectauteur is in het kader van een overheidsopdracht voor diensten. Onder algemene kosten wordt verstaan de honoraria van architecten, ingenieurs-adviseurs, deskundigen van het ontwerp bureau, gezondheids- en veiligheidscoördinatoren en/of EPB-adviseurs. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings-, overgangs- en opheffingsbepalingen**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art. 42. Artikel 2bis van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt:

« Artikel 2bis. Voorafgaand aan de toekenning van de garantie en de rentesubsidie in het geval van gesubsidieerd onderwijs raadpleegt het bevoegde orgaan de representatieve organisaties van de inrichtende machten, elk voor zover het haar betreft.

Deze organisaties hebben vanaf de datum van het verzoek een maand de tijd om hun mening te geven. ».

Art. 43. In artikel 2ter van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "die onder de in hoofdstuk III bedoelde mechanismen vallen" worden ingevoegd tussen de woorden "steunaanvragen" en de woorden "die aan een van de voorwaarden voldoen";

b) 6° en 7° worden toegevoegd, luidend als volgt :

"6° gericht op de instellingen voor hoger onderwijs ;

7° gericht op de inrichting voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan. » ;

2° in dezelfde paragraaf wordt het volgende lid toegevoegd :

"Vanaf 1 januari 2025 zal de Commissie voor dossiers die betrekking hebben op het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en dat niet in aanmerking komt voor eerdere subsidieprogramma's, alleen een advies uitbrengen wanneer de externe controle instantie van Wallonie-Bruxelles Enseignement daarom vraagt en voor dossiers die vanaf 1 januari 2025 worden opgestart. » ;

3° in § 3, eerste lid, 2°, worden de woorden "enkel bijeengeroepen wanneer dossiers betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs aan de commissie worden voorgelegd" toegevoegd.

Afdeling II. — Het Fonds voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap

Art. 44. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 3° wordt vervangen als volgt : "3° een jaarlijkse dotatie van 49.996.988 euro ten laste van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. » ;

b) 4°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 15°, 16°, 18°, 19° en 21° worden opgeheven.

2° in § 4, 1°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) een punt m wordt toegevoegd, luidend als volgt : "m) zorgen voor de vaste uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en diensten, in verband met de tenalsteneming door de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie, van de uitgaven van de in § 2, 14°, bedoelde inrichtingen van het WBE-net. » ;

b) een punt n wordt toegevoegd, luidend als volgt : "instaan voor het dagelijks onderhoud in de inrichtingen, internaten en psycho-medico-sociale centra van de Franse Gemeenschap; "

c) in § 4, 4°, worden de woorden "in § 2, eerste lid, 16°" vervangen door de woorden "in b) van dit lid" en worden de woorden "tot het bedrag vermeld in § 2, eerste lid, 16°" vervangen door de woorden "wordt toegekend";

3° een § 6 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De opdrachten bedoeld in § 4, 1°, zijn onderworpen aan de te behalen minimumnormen vastgelegd in het beheerscontract van Wallonie-Bruxelles Enseignement. ».

Art. 45. In artikel 6bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1 tot 5 worden opgeheven;

2° in paragraaf 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « De bedragen bedoeld » worden vervangen door de woorden « Het bedrag bedoeld » ;

b) de woorden "en artikel 6 bis, § 1" worden opgeheven;

c) het woord "2019" wordt aan het einde van de paragraaf toegevoegd;

d) twee leden worden toegevoegd, luidend als volgt :

"15,61% van dit bedrag wordt om de 5 jaar herzien vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, op basis van wijzigingen in het schoolgewicht van de infrastructuur van elk van de netten in vergelijking met de andere netten in dezelfde periode.

Het schoolgewicht in termen van infrastructuur is de verdeelsleutel gedefinieerd op basis van de schoolbevolking van elk net, binnen alle onderwijsniveaus en -types die onder dit mechanisme vallen. Voor het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, per schoolbevolking in het kader van de financiering van infrastructuur, wordt verstaan onder het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen, d.w.z. buiten de meervoudige inschrijvingen voor dezelfde leerling. ».

Afdeling III. — Het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs

Art. 46. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 3° wordt vervangen als volgt : "3° een jaarlijkse dotatie van 41.477.829 euro ten laste van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. » ;

b) 4° tot 9° worden opgeheven;

2° er wordt een punt § 2/1 ingevoegd, luidend als volgt : § 2/1. De middelen bedoeld in § 2, 3°, worden verdeeld tussen de inrichtende machten die ressorteren onder de Onderwijsraad van de gemeenten en provincies (69,71%) en de inrichtende machten die ressorteren onder de Raad van inrichtende machten voor het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs (30,29%).

Deze verdeling wordt om de 5 jaar herzien, vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, op basis van de evolutie in het schoolgewicht van de infrastructuur van elk van de federaties van inrichtende machten over dezelfde periode.

De verdeling bedoeld in het eerste lid kan jaarlijks worden herzien op basis van een gezamenlijk voorstel van de betrokken federaties van inrichtende machten. » ;

3° In § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "volgens de nadere regels bedoeld in hoofdstukken III ter of," worden toegevoegd tussen de woorden "is bedoeld om te subsidiëren" en het woord "tot" ;

b) de woorden "Voor deze subsidiëring moet vóór 31 december 2024 een prioriteitsakkoord voor subsidiëring gesloten zijn." worden toegevoegd aan het einde van punt 1°;

c) er wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt : "6° op voorstel van de federatie van de betrokken inrichtende machten kan het fonds ook de rentesubsidies in verband met gewaarborgde leningen dekken, in geval van een jaarlijkse verhoging van het maximumbedrag van de gewaarborgde leningen zoals bepaald in artikel 9, § 7".

Art. 47. In artikel 8bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1 tot 4 worden opgeheven;

2° in paragraaf 5 worden de woorden « De bedragen bedoeld » vervangen door de woorden « Het bedrag bedoeld » ;

3° in paragraaf 5 worden de woorden "en artikel 8 bis, § 1, §§ 2, 3 en 4" opgeheven;

4° in paragraaf 5 wordt het woord « 2022 » vervangen door het woord « 2019 » ;

5° in paragraaf 5 worden tweede leden toegevoegd, luidend als volgt :

"Dit bedrag wordt om de 5 jaar herzien vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, op basis van wijzigingen in het schoolgewicht van de infrastructuur van elk van de netten in vergelijking met de andere netten in dezelfde periode.

Het schoolgewicht in termen van infrastructuur is de verdeelsleutel gedefinieerd op basis van de schoolbevolking van elk net, binnen alle onderwijsniveaus en -types die onder dit mechanisme vallen. Voor het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, per schoolbevolking in het kader van de financiering van infrastructuren, wordt verstaan onder het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen, d.w.z. buiten de meervoudige inschrijvingen voor dezelfde leerling. ».

Art. 48. Artikel 8bis van hetzelfde decreet wordt "8/ 2" hernummerd.

Afdeling IV. — Het garantiefonds voor schoolgebouwen in het gesubsidieerd officieel en vrij onderwijs

Art. 49. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « 24.790.000 euro » worden vervangen door de woorden « 21.772.528 euro » ;

b) de woorden « 7.932.000 euro » worden vervangen door de woorden « 19.129.958 euro » ;

c) vier leden worden toegevoegd, luidend als volgt :

"De bedragen bedoeld in het eerste lid kunnen elk jaar met ten hoogste 50% worden verhoogd, op verzoek van de federaties van inrichtende machten en na goedkeuring door de Regering. De Regering kan deze verhoging weigeren indien ze een bijkomende directe of ondirecte lasten voor de Franse Gemeenschap met zich meebrengt.

De lasten van de rentesubsidies komen, voor de verhoging, ten laste van de fondsen bedoeld in de artikelen 7 en 8/3, elk voor de betrokken netten.

De bedragen bedoeld in het eerste lid worden verdeeld onder de betrokken federaties van inrichtende machten met inachtneming van de verdelingen bedoeld in de artikelen 7 en 8/3.

De bedragen bedoeld in het eerste lid worden aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumentenprijzen op 1 januari van het betrokken jaar, op basis van het algemene indexcijfer van de consumentenprijzen op 1 januari 2019. » ;

2° in § 9 wordt het volgende lid toegevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid kan het zakelijk recht worden gehouden door of overgedragen aan een vereniging van gemeenten, een intercommunale, een openbare vennootschap voor het beheer van openbare gebouwen of een vastgoedvennootschap voor het beheer van schoolgebouwen, op voorwaarde dat de hoofdbegunstigde van de subsidie de inrichtende macht blijft. De hoofdbegunstigde kan deze subsidie overdragen aan de houder van het zakelijke recht, onverminderd de verplichtingen van deze regeling en zonder dat dit gevolgen heeft voor de financiële en administratieve betrekkingen met het Waarborgfonds. ».

Art. 50. De artikelen 12 en 13 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Afdeling V. — Piroritair programma voor werken

Art. 51. De artikelen 7, 7/1 en 7/2 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

Afdeling VI. — Overgangsfianciering van vorige programma's

Art. 52. De middelen die nodig zijn voor de financiering van dossiers die reeds een principeakkoord en/of een in aanmerking komend akkoord hebben in het kader van reeds bestaande subsidieprogramma's, zoals voorzien door het decreet van 16 november 2007 betreffende het programma van prioritaire werken voor schoolgebouwen in het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon, gespecialiseerd en sociaal bevorderend secundair onderwijs, het kunstonderwijs met verminderde uurregeling, de psycho-medico-sociale centra en de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en artikel 7, § 4, van dit decreet, worden afgetrokken van de middelen voorzien in de artikelen 5, 7 en 8/3 van het decreet van 5 februari 1990, en ten aanzien van het net of van de federatie van inrichtende machten waarvan de betrokken dossiers afhangen, voor zover het betrokken dossier een vaste akkoord over subsidiëring verkrijgt.

Afdeling VII. — Wijzigingen van het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen

Art. 53. In artikel 3, § 1, van het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. In het eerste lid, 4°, worden de woorden « 4de kwartaal 2024 » vervangen door de woorden « 1ste kwartaal 2025 » ;

b. In het derde lid worden de woorden „, met uitzondering van de oproep tot projecten bedoeld in 3°, waarvoor de termijn voor indiening op vier maanden wordt vastgesteld” toegevoegd na de woorden “de voormelde oproepen tot projecten”.

c. Het wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“De inrichtende machten van eenzelfde onderwijsnet mogen samen niet een deel van de middelen voorzien voor de oproepen tot projecten bedoeld in 2° tot 4°, en in het tweede lid, verwerven dat proportioneel hoger is dan het equivalent van tweemaal het schoolgewicht van de infrastructuur, zoals bepaald in artikel 8/5, 11°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen in het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en gebaseerd op de schoolbevolking van het school- of academiejaar 2019. Het schoolgewicht van de infrastructuur wordt vastgesteld als volgt :

a. Voor het gesubsidieerd officieel onderwijs 39,29%;

b. Voor het georganiseerd onderwijs : 15,99 %;

c. Voor het gesubsidieerd vrij onderwijs : 44,72 %.

De percentages bedoeld in het vorige lid worden na vermenigvuldiging met twee naar boven afgerond om het maximumbedrag vast te stellen dat van toepassing is op elke groep van inrichtende machten.

Als het bedrag van een dossier niet volledig binnen de plafonds kan worden voldaan, mogen de plafonds worden overschreden tot het bedrag dat nodig is om het dossier in kwestie volledig te voldoen. »

Art. 54. In artikel 8, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “rekening houdend met de maxima per onderwijsnet,” ingevoegd tussen de woorden “de dossiers krijgen voorrang,” en de woorden “in voorkomend geval,”. »

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 55. § 1. Een evaluatiecommissie, samengesteld uit de Regering, de Inspectie van Financiën en de federaties van de inrichtende machten en Wallonie-Bruxelles Enseignement, wordt opgericht om de mechanismen die door dit decreet worden ingevoerd te evalueren, na drie jaar tenuitvoerlegging en vervolgens om de vijf jaar.

De commissie dient vervolgens een evaluatieverslag in bij de regering. Zodra de regering er kennis van heeft genomen, stuurt ze het door naar het Parlement.

§ 2. Elk jaar wordt er een verslag over het gebruik van de middelen uit elk fonds naar de betreffende federaties van inrichtende machten gestuurd.

Art. 56. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

Met uitzondering van de artikelen 6, eerste lid, 11°, 53 en 54, die uitwerking hebben met ingang van 1 mei 2023. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Voorstel tot decreet, nr. 712-1 – Commissieamendement(en), nr. 712-2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 712-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 712-4

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 25 april 2024.